Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

Anno LXVII — **Roma — Sabato, 3 luglio 1926** — **Numero 152**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

ERRATA-CORRIGE

Nella pubblicazione del R. decreto 21 dicembre 1922, n. 1796, col quale si approva il regolamento per l'esecuzione della legge 21 agosto 1922, n. 1233, che reca garanzie e modalità per anticipazioni sui risarcimenti dei danni di guerra, avvenuta nella *Gazzetta Ufficiale* del 24 gennaio 1923, n. 19, all'art 11, dove è detto nella prima linea del primo comma «Accertato che l'anticipazione o parte di essa *è coperta* da indennizzo, l'Istituto federale ne dà partecipazione all'interessato, perchè provveda al pagamento», deve invece leggersi: «Accertato che l'anticipazione o parte di essa *non è coperta* da indennizzo, l'Istituto federale ne dà partecipazione all'interessato, perchè provveda al pagamento», come risulta dal decreto originale e come qui si rettifica.

Al n. 8 dell'art. 1 del R. decreto 16 maggio 1926, n. 1025 «Modificazioni alla composizione del Consiglio superiore coloniale», pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 24 giugno 1926, n. 145, pag 2654, per inesattezza della copia trasmessa, dove leggesi «non superiore al 5° » leggasi «non inferiore al 5° », come risulta dall'originale del decreto medesimo.

SOMMARIO

Numero di pubblicazione — LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione **1391.**

LEGGE 31 gennaio 1926, n. **961.**

Conversione in legge del R. decreto 28 novembre 1923, n. 2561, col quale si dà esecuzione alla Convenzione di commercio e navigazione ed all'annessovi Protocollo speciale, firmati a Madrid il 15 novembre 1923 fra l'Italia e la Spagna.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto in data 28 **novembre** 1923, n. 2561, col quale è stata data piena ed intera esecuzione, a decorrere dal **10** dicembre 1923, alla Convenzione di commercio e di navigazione ed all'annessovi Protocollo speciale, firmati a Madrid il 15 novembre 1923, fra l'Italia e la Spagna.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Convention de commerce et navigation entre l'Italie et l'Espagne.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi d'Espagne, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de développer les relations commerciales et maritimes entre leurs deux Pays, ont résolu de conclure une Convention de commerce et de navigation et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Marquis Raniero Paulucci de' Calboli, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, près Sa Majesté Catholique, Sénateur du Royaume, Grand Croix des Ordres des SS. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie; et

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Son Excellence Monsieur Fernando Espinosa de los Monteros y Bermejillo, Sous-Secrétaire Chargé des Affaires du Ministère d'Etat, Chevalier de l'Ordre militaire de Calatrava, Grand Croix de l'Ordre de Léopold II de Belgique, Chevalier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, etc., etc.,

lequels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que, réserve faite des cas où la présente Convention en dispose

autrement d'une manière expresse, pour tout ce qui concerne l'établissement des nationaux, la jouissance des droits civils, les droits d'ester en justice et y défendre, l'exercice du commerce des industries, des métiers et des professions, et le payement des taxes relatives, la garantie, la perception des droits et les formalités douanières, le commerce d'importation et d'exportation, le transit, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux sujets ou citoyens de toute autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux sujets de l'autre Haute Partie contractante.

Art. 2.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Espagne énumérés dans le tarif Annexe *A*, joint à la présente Convention, seront admis à leur importation en Italie en acquittant les droits fixés par le dit tarif, ou les droit, plus réduits que ceux-ci, que l'Italie pourrait concéder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients de majoration.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Espagne énumérés dans la liste Annexe *B*, jointe à la présente Convention, seront traités, à leur importation en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Espagne, qui ne sont pas énumérés dans les listes Annexe *A* et *B*, acquitteront les droits du tarif général italien en vigueur en tout temps.

Art. 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie énumérés dans le tarif Annexe *C*, joint à la présente Convention, seront admis à leur importation en Espagne, en acquittant les droits fixés par le dit tarif, ou les droits, plus réduits que ceux-ci, que l'Espagne pourrait concéder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients éventuels de majoration.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, énumérés dans la liste annexe *D*, jointe à la présente Convention, seront traités, à leur importation en Espagne, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, qui ne sont pas énumérés dans les Annexe *C* et *D*, acquitteront les droits de la seconde colonne du tarif douanier espagnol en vigueur en tout temps.

Art. 4.

A l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Espagne et à l'exportation vers l'Espagne il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autres nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 5.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 ne sont point applicables:

a) aux faveurs que chacune des Hautes Parties contractantes ait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes, pour faciliter le trafic de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir;

c) aux avantages préférentiels que les deux Hautes Parties contractantes auraient accordés ou pourraient accorder à l'avenir à leurs Colonies, Protectorats ou Possessions respectives;

d) aux faveurs que l'Espagne accorde ou accorderait à l'avenir au Portugal.

Art. 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1° dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

2° pour des raisons de sûreté publique;

3° pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

4° afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires;

5° par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Pour ce qui concerne le bétail ainsi que les produits bruts d'animaux et les objets pouvant servir de véhicule à la contagion, les Gouvernements des Hautes Parties contractantes se réservent la stipulation d'une convention spéciale.

Art. 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation d'une déclaration officielle constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie, dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé, soit du bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière et ils seront, ou non légalisés par l'autorité consulaire d'après les dispositions en vigueur en tout temps dans le pays importateur.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Art. 8.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par les Laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toutes vérifications utiles nonobstant la production du certificat d'analyse ci-dessus prévu.

La procédure établie par chaque Gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles de certificats seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des Laboratoires officiel chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse sera notifiée par chacune des Gouvernements à l'autre dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 9.

Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations grevant, actuellement ou à l'avenir, la production, fabrication, ou consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élévé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires indigènes.

Art. 10.

Les marchandises de toute nature, en transit à travers le territoire des deux Hautes Parties contractantes, seront réciproquement affranchies de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 11.

Le régime des monopoles d'Etat ainsi que des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements respectifs des Hautes Parties contractantes.

Art. 12.

Les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires public ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

En cas de naufrage ou d'avarie sur les côtes ou territoire de l'un des deux Pays ou de relâche forcée, les navires de l'autre bénéficieront de tout avantage concédé dans les mêmes cas aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée.

Le traitement des navires nationaux ou de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

1er Au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. En tous cas les navires italiens et espagnols pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère;

2° Aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale;

3° Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance;

4° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, ni à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvetage maritimes.

Art. 13.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes suffiront aussi dans le territoire de l'autre pour établir la capacité des navires sans qu'on procède à une révision du tonnage.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Art. 14.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, de navires et autres objets en tant que ces établissements ou institution sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Art. 15.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, une fois accomplies, de part et d'autre, les formalités établies par les législations respectives.

Elle entrera en vigueur le 10 décembre 1923 et ne pourra être dénoncée qu'après le délai d'un an à partir de cette même date. Passé ce délai, elle pourra être dénoncée en tout temps, en restant exécutoire pendant trois mois à partir du jour de la dénonciation.

En fois de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée ef revêtue de leur cachet.

Faite à Madrid, en double expédition le quinze novembre mil neuf cent vingt-trois.

(*L. S.*) Signé: PAULUCCI DE' CALBOLI.

(*L. S.*) Signé: FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

ANNEXE *A.*

Tarif de droits à l'entrée en Italie.

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Par quintal	
33	Poissons frais, même congélés	exempts	—
ex 34	Poissons préparés :		
	ex *a*) secs salés ou fumés :		
	4. harengs	exempts	—
	ex 5. sardines salées et pressées	4 —	—
	6. sardines et anchois, en saumure	5 —	—
	ex *b*) marinés, à l'huile ou autrement preparés :		
	ex 1. en boîtes pesant jusqu'à 500 grammes (boîte comprise) :		
	α) thon	40 —	—
	β) sardines et anchois :		
	— à l'huile d'olive pur	70 —	—
	— autres	80 —	—
	γ) saumon	exempt	—
	2. en boîtes, pesant plus de 500 grammes jusqu'à 20 kg. (boîte comprise) :		
	α) thon	20 —	—
	β) sardines et anchois :		
	— à l'huile d'olive pur.	58 —	—
	— autres	65 —	—
	γ) saumon en boîtes jusqu'à 1 kg. (boîte comprise)	exempt	—
	δ) autres	25 —	—
	3. en d'autres récipients		
	α) thon	15 —	—
	β) sardines et anchois	40 —	—
	γ) autres	25 —	—

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Par quintal	
ex 34	Ad. n. ex 34. Il est entendu que sous les positions 34 *b*) 2-*δ* et 3-*γ*, ne sont pas compris les poissons, autres que sardines et anchois, preparés en boîtes ou en d'autres récipients à limitation des sardines ou des anchois.		
43	Fruits et écorces de fruits confits	70 —	—
44	Marmelades, gelatines et autres conserves de fruits	55 —	—
55	Piment rouge :		
	a) sec	110 —	—
	b) en poudre	125 —	—
59	Safran :	Par kg.	
	a) en fils	20 —	—
	b) en poudre	25 —	—
ex 84	Raisin :	Par quintal	
	ex *a*) frais :		
	1. de table du 1[er] novembre jusqu'au 15 juin	15 —	—
	ex *b*) sec : de Malaga et Denia	20 —	—
91	Amandes :		
	a) avec coque	4 —	—
	b) sans coque	18 —	—
ex 98	Fruits, légumes et plantes potagères :		
	ex *a*) conservées au vinaigre, en saumure ou à l'huile :		
	1. olives	25 —	—
	ex 2. haricots et petits pois, dans l'huile, sel, ou sel, ou vinaigre	15 —	—
ex 106	Vins :	Par hectolitre	
	ex *a*) vins généreux : Malaga, Xerez et Priorato, en fûts, dame-jeannes ou wagons-réservoirs	20 —	0,5
	ex *b*) en bouteilles	Cent.	
	ex 1. d'un demi-litre ou moins		
	β) autres y compris les vins de liqueur	30 —	—

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Par quintal	
ex 106	ex 2. de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre :		
	β) autres y compris les vins de liqueur	50 —	—
	Ad. n. 106 Les droits sur l'alcool à l'importation des vins généreux Malaga, Xerez et Priorato seront perçus seulement sur la quantité d'alcool excédant les 18 degrés en volume.		
114	Sel marin et sel gemme	exempt	—
118	Olives fraîches	exempts	—
122	Tourteaux de graines et d'autres matières oléagineuses	exempts	—
ex 124	Huiles animales		
	ex a) de poissons d'autres animaux marins et de foie de poissons		
	2. en d'autres récipients	5.40	—
145	Sparte	exempt	—
ex 214	Poil		
	a) brut	exempt	—
ex 274	Minérais :		
	a) de fer :		
	1. pyrites	exempts	—
	2. autres	exempts	—
	b) de manganèse et de fer manganèse	exempts	—
	c) de plomb	exempts	—
	d) de cuivre	exempts	—
	e) de zinc	exempts	—
280	Fonte de fusion ou d'affinage à l'état brut :		
	a) commune	1.25	1.25
	b) contenant plus de 15 jusqu'à 25 % de manganèse...	1.75	1.35
283	Fer brut en massaux	3 —	0.4
ex 285	Acier ordinaire en blooms	6 —	—

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Par quintal	
286	Fer et acier ordinaire laminés à chaud, en barres ou baguettes brutes :		
	a) en barres à double T (poutres) :		
	1. d'une hauteur supérieure à 185 mm. et avec une largeur d'ailettes		
	α) non supérieure à la moitié de la hauteur.......	7 —	0.45
	β) supérieure à la moitié de la hauteur	8 —	0.45
	2. d'une hauteur supérieure à 115 et jusqu'à 185 mm et avec une largeur d'ailettes		
	α) non supérieure à la moitié de la hauteur	8 —	0.45
	β) supérieure à la moitié de la hauteur	9 —	0.45
	3. d'une hauteur jusqu'à 115 mm. et avec une largeur d'ailettes :		
	α) non supérieure à la moitié de la hauteur....	9.50	0.45
	β) supérieure à la moitié de la hauteur	10.50	0.45
	b) en barres ou baguettes de la section en U d'une largeur extérieure :		
	1. supérieure à 145 mm.	7 —	0.45
	2. supérieure à 80 et jusqu'à 145 mm.	8 —	0.45
	3. jusqu'à 80 mm.		
	α) ayant en section la grosseur minima supérieure à 1 mm. ½..............................	9.50	0.45
	β) ayant en section la grosseur minima de 1 mm. ½ ou moins	12.50	0.5
	c) en barres ou baguettes rondes, carrées, ovales, plates arrondies, angulaires, en T ou Z		
	1. n'ayant en section aucun côté ou diamètre de 8 mm. ou moins	7 —	0.45
	2. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 8 mm. ou moins, mais plus de 4 mm. ½................................	8 —	0.45

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Par quintal	
286	3. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 4 mm. ½ ou moins mais plus le 1 mm. ½.	9.50	0.45
	4. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 1 mm. ½ ou moins.	12.50	0.5
	d) en barres ou baguettes hexagonales, octogonales, trapézoïdales ou avec d'autres profils, non denommés :		
	1. n'ayant en section aucun côté ou diamètre de 8 mm. ou moins.	8 —	0.45
	2. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 8 mm. ou moins. mais plus de 4 mm. ½...	9 —	0.45
	3. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 4 mm. ½ ou moins. mais plus de 1 mm. ½.	10.50	0.45
	4. ayant en section un ou plusieurs côtes ou diamètres de 1 mm. ½ ou moins	13.50	0.5
297	Fers et aciers ordinaires, laminés à chaud en tôles, planes, même si recuites. brutes. d'une grosseur :		
	a) de 4 mm. ou plus.	8.50	0.4
	b) de mm. 1 ½ ou plus. mais moins de 4 mm.....	11.50	0.4
	c) de mm. 0.6 ou plus. mais moins de 1 mm. ½....	13 —	0.4
	d) de mm. 0.4 ou plus. mais moins de mm. 0.6...	14 —	0.5
	e) inférieure à mm. 0.4	15 —	0.5
ex 379	Plomb :		
	ex a) plomb en saumons et en déchets	2 —	0.5
445	Pressoirs et détritoirs. pour grains et fruits pesant :		
	a) plus de 3 quintaux	12 —	0.3
	b) jusqu'à 3 quintaux	15 —	0.3

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Hectol. capacité	
611	Futailles. même usagées :		
	a) cerclées en bois	0.18	—
	b) cerclées en fer	0.27	—
624	Liège :	Par quintal	
	a) brut	5 —	—
	b) simplement coupé en cubes ou prismes préparés pour la fabrication de bouchons	35 —	—
	c) en bouchons	40 —	—
	d) en feuilles pour chapeaux ou pour casques en rondelles pour fermetures métalliques et en semelles pour chaussures. mêmes recouvertes de tissus ou bordées et similaires	50 —	—
	e) en autres articles	45 —	—
ex 625	Articles confectionnés avec des morceaux de liège agglomérés. même par simple compression		
	b) non dénommés	15 —	0.2
ex 635	Ivoire :		
	a) brut	exempt	—
ex 636	Corail :		
	a) brut	exempt	—
ex 639	Corne. os et autres matières similaires :		
	a) bruts.	exemptes	—
708	Carbure de calcium :		
	a) aggloméré (carburites, acétylites et similaires)....	10 —	—
	b) autre.	8 —	—
726	Pyrolignite de chaux (acétate de chaux impur)	exempt	—
736	Tartre brut et tartre de fûts	exempts	—
737	Lie de vin	exempte	—

Numéros du tarif italien	Dénomination des marcandises	Droits d'entrée — (Lires or)	Coefficient de majoration
		Par quintal	
ex 770	Racines de réglissé :		
	a) non moulues	exemptes	—
784	Racines écorces et fruits pour teinture et tannage :		
	a) non moulus	exempts	—
	b) moulus	2 —	0.3
805	Peaux impropres à la pelletterie, brutes, fraîches (même salées ou en saumure) sèches ou marinées (pickled)	exemptes	—
806	Peaux pour pelletterie, brutes, fraîches ou sèches	exemptes	—
807	Parures, rognures et autres déchets de peaux	exemptes	—
ex 809	Peaux tannées sans poil, finies ou non, à l'exception des peaux parcheminées:		
	d) de chèvre, de mouton et autres petites peaux non dénommées :		
	1. bazanes pour doublure	60 —	—
	2. autres, teintes ou non, même grainées, imprimées, vernissées, chamoisées, veloutées, ou autrement travaillées :		
	a) préparées à l'aide d'un tannage minéral ou mixte	200 —	—
	β) autrement tannées	120 —	—
ex 862	Livres imprimés :		
	b) en langues autres que l'italienne, même reliés à la Bodoni, cartonnés, même entièrement recouverts de papier ou toile et avec le titre imprimé à l'extérieur sur la couverture	exempts	—
899	Eventails :	Par Kg.	
	a) avec montures en bois, en roseau, même de marais en bambou et matières similaires	2 —	—
	b) avec montures en ivoire, nacre ou écaille	25 —	—
	c) autres	3 —	—
928	Écorces d'oranges ou citrons fraîches ou sèches	exemptes	—

ANNEXE *B.*

Liste des dispositions du tarif italien indiquant les produits originaires et en provenance de l'Espagne, admis à l'importation en Italie sur le pied de la Nation la plus favorisée.

CATÉGORIES ET NUMÉROS DU TARIF ITALIEN.

Catégorie II : 20.
Catégorie III : 30.
Catégorie IV : 34, 35.
Catégorie V : 42, 46, 49 à 51.
Catégorie VI : 66.
Catégorie VII : 77 à 86, 90, 92 à 94, 96 à 99.
Catégorie VIII : 103, 106 *b*) 1) *a*) 2) *a*) 107 à 111.
Catégorie X : 117, 121.
Catégorie XI : 125, 134, 139.
Catégorie XII : 140 à 155, 160, 161, 168, 172 à 174.
Catégorie XIII : 183 à 185, 189, 190, 201 à 203.
Catégorie XIV : 211, 217, 218, 223, 226 à 235.
Catégorie XVIII : 278, 279, 281, 282, 284, 285, 287 à 290, 293 à 348.
Catégorie XIX : 349 à 369.
Catégorie XX : 370 à 388.
Catégorie XXI : 389 à 395.
Catégorie XXII : 405, 408.
Catégorie XXV : 505, 507.
Catégorie XXVI : 520, 530 à 532.
Catégorie XXVII : 563, 564.
Catégorie XXVIII : 567 à 571, 573.
Catégorie XXXII : 626.
Catégorie XXXIII : 627 à 633.
Catégorie XXXV : 645, 646, 649, 655, 656.
Catégorie XXXVI : 662, 663, 667.
Catégorie XXXVII : 672 *e*) *i*) *f*), 677, 678, 679 *h*), 680 *c*) *d*) *e*) *f*), 686, 687, 692, 694.
Catégorie XXXIX : 717 *a*) *c*) *k*), 721, 738, 739.
Catégorie XLI : 791.
Catégorie XLIV : 847.
Catégorie XLVI : 882, 884 *b*), 885 *b*).
Catégorie XLVII : 888 à 890.

ANNEXE C.

Tarif des droits à l'entrée en Espagne.

Numéros du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée — Pesetas
		Par quintal
5	Marbres bruts ou en pièces dégrossies prêtes à recevoir une forme, pourvu que leur épaisseur soit supérieure à 20 cm.	2.50
6	Marbres taillés en dalles, en plaques et en marches d'escalier, ayant jusq'à 20 cm. d'épaisseur, non polis	12 —
7	Marbres ed dalles ou plaques, dégrossis, polis et sculptés	20 —
8	Marbres dégrossis en objets pesant plus de 25 kg...............	28 —
9	Marbres dégrossis, non polis, pesant kg. 15 ou moins	49.60
10	Marbres en objets ouvrés, polis, sculptés ou avec ornements d'autres matières	Par kg. 1.20
29	Amiante manufacturé, combiné avec du caoutchouc ou du métal : bourrages pour machines tresses, plaques, rubans et autres objets	Par quintal 120 —
	Ad 59 et 63. Rentrent dans la position 59 les tubes en verre neutre, non calibrés. Les mêmes tubes en crista rentrent dans la position 63.	
ex 73	Perles en verre (Conterie di Venezia), articles fabriqués avec ces perles et tubes en verre pour ornement des lustres	Par kg. 0.50
	Meubles en bois communs	
		Par quintal
124	non tournés, ni sculptés, ni recouverts, ni garnis de tissus ou de cuir	55 —
125	tournés, mais non sculptés, ni garnis de tissus ou de cuir	70 —
	Meubles en bois fins, non taillés ni sculptés, ni incrustés, ni ornés de métaux :	
126	non recouverts de tissus ou de cuir	100 —

Numéros du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée — Pesetas
		Par quintal
	Meubles en bois de toute sorte taillés, sculptés, avec ornements en métal ou incrustations	
130	autres	180 —
	Roseau, bambou, rotin, jonc, osier, crin végétal, paille, copeaux et matières analogues et sparte	
		Par kg.
148	tresses et passamanteries	1 —
	ad 149. Rentrent dans cette position les coches en paille copeau, osier et matières similaires.	
	ad 208. Rentrent dans cette position les plumes de dindon à l'etat brut.	
343	Pointes de Paris, ayant plus de 1 mm. de grosseur non polies et sans aucun ornement	Par quintal 52 —
344	Les mêmes, avec tête polie ou en matières autres	62 —
345	Pointes de Paris, ayant 1 mm. ou moins de grosseur, non polies et sans aucun ornement, et pointes employées dans la fabrication de chaussures	65 —
346	Les mêmes pointes avec tête polie ou en matières autres	85 —
363	Outils à main avec ou sans manche, pour scier, raboter, couper, perforer râper ou limer	56 —
	Autres outils à main, avec ou sans manche :	
364	pesant plus de 1 kg..	20.80
365	ne pesant pas plus de 1 kg.	32 —
	Locomotives et locomotives-tenders à vapeur pesant :	
512	moins de 55 tonnes	90 —
513	55 tonnes ou plus	70 —
	Ad n. 512 *et* 513. Cet positions ne bénéficieron des dégrevements inscrits à la présente liste que pendan la période où l'Espagne ne pourra suffire à ses propres besoins	
514	Pièces détachées ou parties de locomotives à vapeur	120 —
517	Locomotives et autres véhicules automoteurs destiné à circuler sur des rails, actionnés par une force motrice autre que la vapeur ou l'électricité	70 —
518	Tenders...	60 —

Numéros du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée — Pesetas
		Par quintal
	Moteurs hydrauliques	
519	pesant jusqu'à 500 kg. inclusivement	80 —
520	pesant plus de 500 jusqu'à 2000 kg. inclusivement	54 —
521	pesant plus de 2000 jusqu'à 10.000 kg. inclusivement	40 —
522	pesant plus de 10.000 kg	30 —
	Machines de toute sorte destinées au transport des liquides :	
584	pesant jusqu'à 100 kg. inclusivement	100 —
585	pesant plus de 100 jusqu'à 500 kg. inclusivement	85 —
586	pesant plus de 500 jusqu'à 5000 kg. inclusivement	64 —
587	pesant plus de 5000 kg.	28 —
	Machines non dénommées sous d'autres numéros du présent tarif :	
590	pesant jusqu'à 50 kg. inclusivement	90 —
591	pesant plus de 50 kg. jusqu'à 500 kg. inclusivement	80 —
592	pesant plus de 500 kg. jusqu'à 1500 kg. inclusivement	70 —
593	pesant plus de 1500 kg.	60 —
	Dinamos, électromoteurs ventilateurs accouplés à des moteurs électriques, alternateurs transformateurs et magnétos, demarreurs réostats, et leur pièces constitutives, pesant :	
624	plus de 500 jusqu'à 1000 kg.	108 —
625	plus de 1000 jusqu'à 3000 kg.	67 —
626	plus de 3000 jusqu'à 5000 kg.	45 —
627	plus de 5000 kg.	36 —
729–730	Chassis avec moteurs et automobiles complètes, pesant :	Par kg.
	a) jusqu'à 800 kg.	0.75
	b) plus de 800 jusqu'à 1200 kg.	0.90
	c) plus de 1200 jusqu'à 1600 kg.	1.05
	d) plus de 1600 jusqu'à 2000 kg.	1.20

Numéros du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée — Pesetas
		Par Kg.
	e) plus de 2000 jusqu'à 2400 kg	1.75
	f) plus de 2400 kg.	2 —
731	Camions, voitures et voiturettes automobiles ou autoélectriques pour la livraison des marchandises, autobus et réservoirs ou tanks automobiles, avec le châssis avec moteur pour camions	0.75
732	Châssis sans moteurs, longerons, suspensions transmissions et pièces détachées non dénommées, pour automobiles	0.75
	Soufre :	Par quintal
853	brut, non moulu, et soufre fondu	2.70
854	raffiné, non moulu	4 —
855	raffiné moulu, et fleur de soufre	5 —
906	Acide citrique	70 —
913	Acide tartrique	75 —
982	Préparations pharmaceutiques pilules, capsules, dragées, comprimés, granulés médicinaux de toute sorte et similaires en emballages de gros	Par kg. 3.20
983	Vins médicinaux	3.20
	Spécialités pharmaceutiques contenant du sucre, du glucose ou de la saccharine et ses analogues :	
984	sans alcool	4 —
985	contenant de l'alcool, non spécialement dénommées	4.50
986	autres	4.50
989	Préparations opothérapiques ou organothérapiques	8 —
1006	Extrait médicinaux non dénommés	Par quintal 120 —
1077	Cartes postales et photographies	Par kg. 2.40
	Tableaux ou images reliées ou en feuilles détachées, sur papier, carte ou carton, ou sur papier collé sur du carton	
1078	en une seule couleur	2.50
1079	en plusieurs couleurs	3 —

Numéro du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée — Pesetas
		Par Kg.
1080	Imprimés par des procédés héliographiques ou autres différents de la lithographie et de la typographie ou avec inscription en papier métallique	2.50
	Livres, brochures, journaux et autres imprimés analogues, reliés ou non	Par quintal
1086	liturgiques, en latin	160 —
	Chanvre :	
1179	brut	7 —
1180	teillé	9 —
	Fils de chanvre, de lin et de ramié :	
1185	jusqu'au n. 20 inclusivement	135 —
1186	du n. 21 au n. 50 inclusivement	171 —
1187	du n. 51 et au delà	189 —
	Ficelles, cordes et cordages en fibres végétales, non compris sous d'autres numéros du présent tarif pesant	
1192	de 10 à 50 gr. inclusivement les 10 mètres	110 —
1193	plus de 50 gr.	90 —
	Soie filée	Par kg.
1283	grège, moulinée	5 —
1284	cuite, blanchie ou teinte, moulinée ou non	6 —
	Soie artificielle filée	
1288	non moulinée, de couleur naturelle ou blanchie	1.50
	Tissus de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle avec mélange de coton ou d'autres fibres végétales	
1303	blanchis, teints, imprimés ou gaufrés, y compris les tissus imprégnés ou recouverts de caoutchouc	22.50
1321	Volaille vivante ou morte et menu gibier	1 —
		Par litre
ex 1395	Vins Marsala, Malvasia, Moscato en fûts ou autres récipients similaires	2 —
1397	Vins généreux ou de liqueur en bouteilles	2 —
	A 1396 et 1397. Le droit sur l'alcool à l'importation des vins Marsala, Malvasia et Moscato sera perçu seulement sur la quantité d'alcool excédant les 18° degrés en volume.	

Numéros du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée — Pesetas
		Par hect.
1399	Autres vins en bouteilles	50 —
ex 141[illegible]	Fromage à pâte dure *grana* (Lodigiano, Reggiano et Parmigiano) en meules pesant 20 kg. et plus par pièce	Par kg. 0.70
	Boutons et boutons de manchettes :	
ex 1471	en corne, os, ivoire, nacre, composition, porcelaine ou verre	6.50
ex 1471	en corozo	6 —
	Caoutchouc, guttaperca et autres matières similaires :	
1497	courroies de transmission, disques et soupapes pour machines, ainsi que fers à cheval, mélangés ou renforcés ou non d'autres matières	3.50
ex 1497	feuilles en caoutchouc, non vulcanisé, renforcées de coton, pour la fabrication des pneumatiques tipes « cord »	1 —
1498	Jantes ou bandages pleins pour voitures	2.25
1499	Jantes ou bandages avec armature métallique	2 —
1500	Chambres à air usagées ou non	5.50
1501	Enveloppes pour chambres à air, usagées ou non, avec ou sans parties d'autres matières	4 —
1502	Objets pour usages hygiéniques, orthopédiques, ou médicaux, non combinés avec d'autres matières	6 —
	Tissus imprégnés ou recouverts de caoutchouc, autres que de soie pure ou mélangés, en pièce pesant :	
1509	plus de 800 gr. par m²	7 —
1510	plus de 400 jusqu'à 800 gr. inclusivement par m²	6 —
1511	jusqu'à 400 g., inclusivement par m²	5 —
1512	Tissus élastiques pour la chaussure	7 —
1513	Rubans élastiques avec mélange d'autres fibres textiles quelconques, pour bretelles, jarretières et articles similaires	7 —
1514	Bretelles, jarretières et articles similaires confectionnés avec de rubans élastiques	8.50
1515	Tissus imperméables, confectionnés en objets d'habillement cousus ou non, autres qu'en soie pure ou mélangée	10 —
		Par pièce
1532	Cloches de chapeaux en feutre, sans forme ni ornements	1.50
	Chapeaux et casquettes :	
1534	en paille	2.40
ex 1537	en feutre de laine et de poils	3 —

ANNEXE *D*.

Liste des positions du tarif espagnol indiquant les produits originaires et en provenance de l'Italie, admis à l'importation en Espagne sur le pied de la Nation la plus favorisée.

Classe I: 1, 2, 11 à 13, 16 à 19, 22, 25, 27, 28, 48, 58 à 68, 70 à 74, 76, 77, 80, 81, 84, 86, 88 à 95.

Classe II 97 à 102, 111 à 113, 115, 118 à 123, 127 à 129, 131, 133 à 139, 142 à 147, 149, 150.

Classe III 182 à 185, 187 à 191, 194 à 199, 202 à 206, 208, 210, 215, 216, 218.

Classe IV: 223, 224, 226 à 229, 243 à 251, 255, 258 à 261, 263, 264, 268 à 273, 276 à 279, 281 à 309, 311, 312, 315 à 342, 347 à 354, 357, 374 381, 387, 389, 399 à 408, 413 à 422, 425, 426, 430 à 432, 439, 440, 443, 444, 453, 454, 456 à 468, 471, 477, 488 à 492.

Classe V: 493 à 511, 515, 516, 523 à 555, 557 à 560, 563, 564, 568, 570 à 583, 588, 589, 593-*ter*, 594 à 623, 628 à 637, 640 à 643, 650, 657, 659, 664, 666 à 668, 671, 672, 674 à 676, 678, 679, 681 à 702, 710, 711, 716, 720 à 724, 726 à 728, 733, 738 à 748, 756, 773 à 782, 784.

Classe VI: 789, 790, 792 à 796, 800, 801, 803, 806, 808, 810, 812, 814 à 820, 823 à 846, 860, 862 à 865, 867 à 875, 877, 879, 880, 882, 883, 887, 890, 892, 893, 897 à 900, 903, 905 à 908, 915, 921 à 923, 925 à 931, 935, 937 à 944, 946, 948, 951, 954 à 958, 964, 964, 967, 975 à 977, 987, 988, 992 à 994, 1001, 1007, 1008, 1016 à 1020.

Classe VII: 1025 à 1035, 1042 à 1044, 1049, 1050, 1052, 1059 à 1561, 1069 à 1076, 1082, 1085, 1087, 1094, 1098 à 1101.

Classe VIII: 1104 à 1178.

Classe IX 1181 à 1183, 1188 à 1191, 1194 à 1213.

Classe X: 1216, 1217, 1223 à 1226, 1228, 1231 à 1277.

Classe XI: 1278 à 1282, 1285 à 1287, 1289 à 1299, 1302, 1306 à 1320.

Classe XII: 1324 à 1326, 1329 à 1331, 1335, 1336, 1343, 1344, 1348 à 1351, 1354, 1380, 1391, 1392, 1395, 1400 à 1402, 1404, 1405, 1408 à 1410, 1414 à 1418, 1420, 1422 à 1432, 1434.

Classe XIII: 1445, 1446, 1451, 1452, 1457 à 1460, 1462 à 1466, 1469, 1470, 1472 à 1477, 1480 à 1486, 1489 à 1496, 1503 à 1508, 1516 à 1522, 1524 à 1530, 1535 à 1539.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et navigation, conclue à la date de ce jour, entre l'Italie et l'Espagne, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la même Convention.

Addition art. 1.

1. En ce qui concerne le régime des commis voyageurs et des échantillons les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Les sociétés commerciales, industrielles et financières, y compris les Sociétés d'assurance et les Instituts publics d'assurance sur la vie humaine, domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant été validement constituées conformément aux lois respectives, jouiront dans le territoires de l'autre, à tout égard, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Addition art. 2-3.

Il est entendu que chacune des deux Hautes Parties contractantes n'appliquera pas à l'importation des marchandises originaires et ne provenance de l'autre des surtaxes conséquentes à la dépréciation de la monnaie du Pays d'origine et de provenance des dites marchandises.

Addition art. 5.

Il est convenu qu'au effets de l'alinéa *a*) de l'art. 5 on entend pour trafic-frontière le trafic entre des zones se trouvant le long de la frontière qui sépare le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes du territoire d'un Etat limitrophe et dont l'étendue moyenne de chaque côté de la frontière ne dépasse pas les 10 kilomètres à partir de celle-ci.

Addition art. 6.

Il reste entendu que les Hautes Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'article six, alinéa 1er de la Convention, ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation à moins que cela ne soit absolument nécessaire et que pour aussi-longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, toute levée de prohibitions d'entrée ou de sortie actuellemente existantes qui serait accordée, même à titre temporaire ou dans la mesure de contingents définis, par une des Hautes Parties contractantes aux produits d'une tierce Puissance, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de l'autre.

Réserve est faite de la parte de l'Italie à l'égard de la prohibition d'importation concernant les vins en fûts, en dameieannes ou en wagons-réservoirs non considérés dans l'Annexe *A* à la présente Convention.

Toutefois, l'Italie s'engage à permettre annuellement l'importation de l'Espagne de ces vins dans une quantité a fixer d'un commun accord. Dans les limites de cette quantité, l'importation sera admise en acquittant le droit de 20 lires avec coefficient 0.5, et, en tout cas, au traitement de la nation la plus favorisée, sous ce rapport.

De même, dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établirait des nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents sera étudiée sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux Pays.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes, sans autre ratifications speciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Madrid le quinze novembre 1923.

(*L. S.*) Signé: PAULUCCI DE' CALBOLI.
(*L. S.*) Signé: FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation, conclue à la date de ce jour entre l'Italie et l'Espagne, les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements, sont tombés d'accord sur les déclarations suivantes:

1. Le Plénipotentiaire espagnol, considérant que les produits sur lesquels l'Espagne pourrait accorder des faveurs spéciales aux Républiques Hispano-américaines ne sont pas compris entre ceux pour lesquels l'Italie obtient le traitement de la nation la plus favorisée n'a pas considéré nécessaire de consigner la réserve de ce traitement en faveur des dits pays.

2. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à nommer dans le délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la Convention de commerce et de navigation signé à la date de ce jour, une Commission mixte d'experts des deux Etats, dans le but de procéder d'un commun accord à l'étude des mesures qui pourraient être adoptées pour valoriser leurs exportations de certaines produits envers des Etats tiers, en évitant, sur les marchés de ces Etats une concurrence nuisible des produits de l'une des deux Parties contre les produits similaires de l'autre et pour favoriser l'échange de matières premières entre les deux Pays et particulièrement l'importation en Italie du charbon minéral de l'Espagne à des conditions les plus favorables, ainsi que le développement des transports mari times entre les deux Pays.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Madrid, en double expédition, le 15 novembre 1923.

PAULUCCI DE' CALBOLI.
FERNANDO ESPINOSA DE LOS MONTEROS.

Scambio di note.

L'Ambassadeur d'Italie à Madrid au Président du Directoire militaire, ministre d'Etat.

Madrid, le 15 novembre 1923.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de la note « Addition, article 6 » du Protocole Final à la Convention de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Espagne, signée à la date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Italien s'engage à permettre annuellement l'importation en Italie, aux conditions visées à la note susdite, de 30,000 hectolitres de vins communs en fûts, en damejeannes ou en wagons-réservoir, d'origine et provenance espagnole.

La répartition de cette quantité entre les exportateurs espagnols sera faite par le Gouvernement Espagnol lui même, de sorte que les douanes italiennes devront admettre l'importation de l'Espagne des vins susdits, dans les limites d'une telle quantité, sur présentation d'un certificat à délivrer par les autorités espagnoles compétentes d'après les règles qui seront fixées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Il est en outre entendu que, dans le cas où l'Italie aurait à concéder à un autre Pays soumis actuellement à la prohibition d'importation des vins, le permis d'importer annuellement une quantité supérieure à celle indiquée ci-dessus, la même quantité sera concédée à l'Espagne.

J'espère que Votre Excellence voudra bien me donner l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique est d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

PAULUCCI DE' CALBOLI.

Le Président du Directoire militaire, ministre d'Etat à l'Ambassadeur d'Italie à Madrid.

Madrid, le 15 novembre 1923.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par note d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que, conformément aux dispositions de la note « Addition art. 6 » du Protocol Final à la Convention de commerce et de navigation entre l'Espagne et l'Italie, signée à la date de ce jour, le Gouvernement Italien s'engage à permettre annuellement l'importation en Italie aux conditions visées à la note susdite, de 30,000 hectolitres de vins communs en fûts, en damejeannes ou en wagons-réservoir, d'origine et provenance espagnole.

Votre Excellence a bien voulu déclarer, en même temps, que la répartition de cette quantité entre les exportateurs espagnols sera faite par le Gouvernement Espagnol luimême, de sorte que les douanes italiennes devront admettre l'importation de l'Espagne des vins susdits, dans les limites d'une telle quantité, sur présentation d'un certificat à délivrer par les autorités espagnoles compétentes, d'après les règles qui seront fixées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

D'après les déclarations de Votre Excellence il est en outre entendu que, dans le cas où l'Italie aurait à concéder à un autre Pays, soumis actuellement à la prohibition d'importation des vins le permis d'importer annuellement une quantité supérieure à celle indiquée ci-dessus, la même quantité sera concédée à l'Espagne.

En prenant acte de ces déclarations, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique est d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

EL MARQUIS DE ESTELLA.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 1392.

LEGGE 11 aprile 1926, n. 1099.

Conversione in legge del R. decreto-legge 15 ottobre 1925, n. 1855, col quale è data esecuzione alla Convenzione di stabilimento e a quella consolare, stipulate in Roma il 29 febbraio 1924, tra il Regno d'Italia e lo Stato d'Albania.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto in data 15 ottobre 1925, n 1855, col quale è data esecuzione alle seguenti due convenzioni, stipulate in Roma il 29 febbraio 1924, tra il Regno d'Italia e lo Stato d'Albania:

a) Convenzione di stabilimento e relativo protocollo finale;

b) Convenzione consolare.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 11 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Convention d'établissement entre le Royaume d'Italie et l'Etat d'Albanie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Haut Conseil de Regence d'Albanie, animés du désir de régler l'établissement des ressortissants des deux Etats par des dispositions libérales et sur le pied de la plus parfaite réciprocité, ont résolu de conclure une Convention et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence Benito Mussolini, Président du Conseil, Ministre pour l'Intérieur, et par « interim » des Affaires Etrangères.

Le Haut Conseil de Régence d'Albanie:

Son Excellence Monsieur Feïzi Bey Alizotti, ancien Ministre des Finances;

Son Excellence Djafer Villa, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Il y aura entre le Royaume d'Italie et l'Etat d'Albanie amitié perpétuelle et liberté réciproque d'établissement et de commerce.

Les Italiens seront reçus et traités dans l'Etat d'Albanie relativement à leurs personnes et à leurs propriétés sur le même pied et de la même manière que le sont, ou pourront l'être à l'avenir les nationaux, ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Réciproquement les Albanais seront reçus et traités en Italie, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont, ou pourront l'être à l'avenir, les nationaux, ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En conséquence, les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes ainsi que leurs familles, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, pourront librement entrer, voyager, séjourner et s'établir dans chaque partie du territoire de l'autre Partie, sans que, en ce qui concerne les permis de séjour et l'autorisation d'exercer leur profession, ils soient soumis à aucune taxe, charge ou condition, autre que celles auxquelles sont soumis les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils pourront faire du commerce tant en gros qu'en détail, exercer toute profession ou industrie, louer et occuper les maisons, magasins, boutiques, établissements qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des Pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à des obligations, ou à des charges plus fortes et plus onéreuses que celles auxquelles sont, ou pourront être soumis les nationaux, sauf les précautions de police et les dispositions de loi qui sont et seront édictées pour régler l'exercice des professions libérales des ressortissants de la nation la plus favorisée Ils seront les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, libres d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objects quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer exactement aux lois et aux réglements du pays. Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou employer à cet effet qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, courriers, agents et consignataires ou interprètes, dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, effets ou marchandises. Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, ou par des étrangers, ou par des nationaux, en qualité de fondés des pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Les Gouvernements des deux Pays employeront tous les moyens à leur disposition afin que les contrats intéressants les travailleurs italiens qui se trouvent en Albanie et les travailleurs albanais qui se trouvent en Italie, pour des raisons d'emploi ou de travail, au service d'administrations publiques ou d'entreprises privées, industrielles, agricoles, ou de toute autre nature soient dûment respectés par les deux parties intéressées.

Les personnes qui auraient commis des abus envers lesdits travailleurs, ou les auraient induits à quitter leur Pays par des promesses décevantes, seront punies à terme des lois en vigueur.

En ce qui concerne les passeports, les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, des mêmes privilèges, immunités, faveurs ou conditions dont jouissent ou jouiront à l'avenir les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Enfin, il ne paieront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les villes ou lieux des deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux et sur les ressortissants de la

nation la plus favorisée; et les privilèges, immunités ou autres faveurs quelconques, dont jouissent ou jouiront à l'avenir, en matière de commerce et d'industrie, les citoyens de l'un des deux Etats, seront communs à ceux de l'autre.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, ne pourront sur le territoire de l'autre être expropriés de leurs biens que pour une cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste indemnité.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, résidant ou établis sur le territoire de l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui seront renvoyés par sentence judiciaire, ou par mesure de police légalement adoptée ed exécutée, ou d'après les lois sur la mendicité ou les moeurs, seront reçus, eux et leurs familles, en tout temps et en toute circonstance, dans le Pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Article 3.

Les ressortissants de chachune des Parties contractantes jouiront sur les territoire de l'autre Partie d'une protection pleine et entière pour la sûreté de leurs personnes de leurs propriétés et de leurs intérêts. Ils jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour pourvoir à leur défense, en se conformant aux lois du pays.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts. et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les Sociétés commerciales et civiles (y compris les Instituts publics et privés d'assurance) domiciliées dans les territoires de l'une des Parties contractantes et y ayant été validement constituées conformément aux lois respectives, seront reconnues, d'après les modalités et limitations fixées par les lois en vigueur, comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre, et pourront y exercer tous leurs droits y compris celui d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

En tout cas lesdites sociétés jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante des mêmes droits, qui sont ou seraient accordés aux similaires d'un autre Pays quelconque.

Lesdites Sociétés et Instituts n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie des impôts, droits ou taxes, ni autres ni plus élevés, que ceux perçus sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Le droit d'aubaine n'existant ni en Italie ni en Albanie les ressortissants des deux Parties contractantes pourront prendre possession et disposer d'un héritage qui leur sera échu, en vertu d'une loi ou d'un testament, dans un territoire quelconque de l'autre, à l'égal des nationaux, sans être soumis à d'autres conditions ou à des conditions plus onéreuses que ceux-ci. Ils auront liberté pleine et entière d'acquérir, de posséder par achats, ventes, ou donations, échange, mariage ou testament ou succession *ab intestato*, ou de toute autre manière, toute espèce de propriété immobilière ou mobilière dont les lois du pays permettent la possession aux nationaux et d'en disposer. Leurs héritiers et représentants pourront succéder et prendre possession de cette propriété par eux-mêmes, ou par des fondés de pouvoirs agissant en leur nom et d'après les formes ordinaires de loi, à l'instar des nationaux. En l'absence des héritiers ou représentants, la propriété sera traitée de la même manière que serait traitée dans des circonstances semblables celle d'un ressortissant du Pays. A tous ces égards ils ne paieront, sur la valeur d'une telle propriété, aucun impôt, contribution ou charge, autre ou plus forte que celles auxquelles sont soumis les nationaux. Dans touts les cas, il sera permis aux ressortissants des deux Parties contractantes d'exporter leurs biens, savoir les Italiens du territoire de l'Etat d'Albanie et les Albanais du territoire italien, librement et sans être assujettis, lors de l'exportation, à payer un droit quelconque en qualité d'étrangers et sans devoir acquitter des droits autres ou plus forts que ceux auxquels les nationaux seront soumis eux-mêmes.

Article 6.

Dans le cas de réquisitions dans l'un des deux Etats, les intérêts des ressortissants de l'autre, sous réserve des dispositions de l'article suivant en ce qui a trait aux réquisitions militaires, jouiront d'une complète protections en ce qui concerne la fixation des prix de réquisition, lesquels seront fixés en mesure équitable en tenant compte de toutes les circonstances qui peuvent exercer une influence sur la valeur des biens à réquisitionner. Il est entendu qu'en tout cas les ressortissants de l'un des deux Etats ne seront traités dans l'autre, sous ce rapport, d'une manière moins favorable que les ressortissants d'une tierce Puissance quelconque.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des deux Partis contractantes, seront exempts, sur le territoire de l'autre de tout service militaire, soit sur terre soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale de toute réquisition ou prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés et autres charges qui seraient imposés pour des besoins de guerre ou par suite d'autres circonstances exceptionnelles.

Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la locations d'un bien fonds, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 8.

Il ne pourra, dans aucune circonstance, être imposé ou exigé, pous les biens d'un ressortissant de l'un des deux Etats dans le territoire de l'autre, des taxes, droits, contributions ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui seraient imposés ou exigés pour la même propriété, si elle appartenait à un ressortissant du Pays. Il est d'ailleurs entendu que les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes ne pourront, par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières ou à leurs revenus, être assu-

jettis, sur le territoire de l'autre, à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts, qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Tout avantage que l'une des deux Parties contractants aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir, d'une manière quelconque, à une autre Puissance en ce qui concerne l'établissement et l'exercice des professions, sera applicable de la même manière, aux mêmes conditions et à la même époque à l'autre Partie.

Article 10.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement albanais, désirant assurer la communication des actes intéressant l'état civil des ressortissants de leur Etat respectif, s'engagent à se délivrer réciproquement des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de mariage et de décès qui les concernent, et de procéder aux publications de mariage.

Cette communication aura lieu par la voie diplomatique sans frais, en la forme usitée dans chaque Pays.

Les actes susdits seront accompagnés d'une traduction dans la langue du Pays auquel ils seront transmis, ou en français.

Article 11.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura la durée de 10 années a partir de la même date. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractants l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Faite en double original à Rome, le vingt-neuf février mil neuf cent vingt-quatre.

(*L. S.*) BENITO MUSSOLINI.

(*L. S.*) FEÏZI ALIZOTTI.
(*L. S.*) DJAFER VILLA.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'établissement conclue à la date de ce jour entre l'Albanie et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui aura à former partie intégrante de la même Convention.

Ad Article 5.

Il est entendu que, en ce qui concerne le droit d'acquérir par achat des biens immeubles ruraux, sont applicables dans le territoire de chacune des Parties contractantes aux ressortissants de l'autre les dispositions établies par la législation respective à l'égard des ressortissants de tout autre Pays le plus favorisé à ce sujet.

Dans le cas que des limitations seraient appliquées par l'une des Parties contractantes aux ressortissants de l'autre, celle-ci appliquera les mêmes limitations aux ressortissants de la Partie qui les aura arrêtées par sa législation.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification par le seul fait de l'échange des ratification de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expéditions, à Rome, le vingt-neuf février mil neuf cent vingt-quatre.

BENITO MUSSOLINI.

FEÏZI ALIZOTTI.
DJAFER VILLA.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Convention consulaire
entre le Royaume d'Italie et l'Etat d'Albanie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Haut Conseil de Régence d'Albanie, animés du désir d'assurer aux Agents consulaires des deux Etats les immunités et privilèges nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions, ont résolu de conclure une Convention et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence BENITO MUSSOLINI, Président du Conseil, Ministre pour l'Intérieur, et par *interim* des Affaires Etrangères.

Le Haut Conseil de Régence d'Albanie:

Son Excellence Monsieur FEÏZI BEY ALIZOTTI, ancien Ministre des Finances;

Son Excellence DJAFER VILLA, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenu de ce qui suit:

Article 1.

Chacun des deux Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consulats généraux, consulats, vice-consulats ou agences consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie.

Toutefois, les Gouvernements des deux Parties contractantes conservent le droit de déterminer les résidences où il ne leur conviendra par d'admettre des fonctionnaires consulaires; bien entendu que, sous ce rapport, ils ne s'opposeront respectivement à aucune restriction qui ne soit commune à toutes les autres nations.

Lesdits agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les Pays respectifs. L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais et aussitôt que possible et sur la production dudit *exequatur*, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogratives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice consuls ou agents consulaires dans les villes et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs sauf l'approbation du Gouvernement dont relèvent les consuls gé-

néraux ou les consuls. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux Pays, comme parmi les étrangers et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés, et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des mêmes privilèges et immunités que les agents de ces catégories de la nation la plus favorisée. Ils ne pourront pas exercer leurs fonctions sans être reconnus par le Gouvernement local.

Article 2.

Les foctionnaires consulaires italiens dans l'Etat d'Albanie et les fonctionnaires consulaires de l'Etat d'Albanie en Italie jouiront, sous réserve de parfaite réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent ou jouiront à l'avenir les fonctionnaires consulaires du même grade de la nation la plus favorisée. Les fonctionnaires consulaires de carrière des deux Pays auront le droit de télégraphier en chiffre à leur Gouvernement et à leur Légation.

Ils pourront placer au-dessus de la porte extérieure du Consulat ou Vice-consulat l'écusson aux armes de leur nation, avec cette inscription: *Consulat* ou *Vice-Consulat de...*

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solemnités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront avant tout à désigner aux nationaux l'habitation consulaire.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront de même arborer le pavillon national sur l'embarcation qu'ils occuperaient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 3.

Quand la justice de l'un des deux Etats aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire citoyen de l'Etat qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement provenant de nécessités de service, elle devra lui demander son témoignage par écrit, ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Article 4.

Les Archives consulaires seront inviolables et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papier qui en font partie.

Ces papier devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que les fonctionnaires consulaires respectifs pourraient exercer.

Article 5.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls des deux Etats ou leurs chancelliers, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries et au domicile des parties, les déclarations que pourront avoir à faire les négociants et tous les autres ressortissants de leur Pays.

Ils seront également autorisés à recevoir comme notaires les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

ls auront, en outre, le droit de recevoir dans leurs chancelleries tout acte conventionnel passé entre un ou plusieurs de leur nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et de même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la Nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent consulaire devant lequel ils seront passés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents, et scellés du sceau officiel des consulats, vice-consulats ou agents consulaires, feront foi tant en justice que hors de justice, soit dans le Royaume d'Italie, soit dans l'Etat d'Albanie au même titre que les originaux et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartiennent les consuls, vice-consuls ou agents consulaires et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le Pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande, et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur Pays, et ces traductions auront, dans les Pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du Pays.

Article 6.

En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un italien dans l'Etat d'Albanie ou un ressortissant de cet Etat en Italie, sera mort sans avoir fait de testament, ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux operations suivantes:

1. — Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'agent consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si après un avertissement adressé par le consul ou vice-consul à l'autorité locale pour l'inviter à l'assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'etait pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet agent pourra procéder seul à ladite opération;

2. — Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt en présence de l'autorité locale, si, par suite de la

notification susindiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes elle puisse exiger des droits d'aucune espèce;

3. — Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables;

4. — Déposer en lieu sûr les effets et les valeurs inventariés; conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale, qui aura assisté aux opérations antérieures, si par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets des Pays, ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestato* ou testamentaire;

5. — Annoncer les décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du Pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession *ab intestato* ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs litres respectifs de créance, dûment justifiés dans le délai fixé par les lois de chacun des deux Pays.

S'ils se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestato*, le payement de leurs créance devrait s'effectuer dans le délai de quinze jours après la clôture de l'inventaire s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables, ou enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les consuls et la majorité des intéressés;

6. — Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou *ab intestato*, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du Pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir des droits dans la succession; car, en ce cas, s'il survenait des difficiltés, provenant notamment de quelque réclamation donnant lieu à contestation, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'ayant aucune compétence pour terminer au résoudre ces difficultés, les tribunaux du pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestato*, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider definitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires devront s'y conformer s'ils ne forment pas appel et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige;

7. — Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle conformément aux lois des pays respectifs;

8. — Liquider et recevoir le payement des prestations, rentes ou indemnités allouées à ses ressortissants par l'application des lois d'assurance sociale.

Article 7.

Lorsqu'un Italien dans l'Etat d'Albanie ou un ressortissant de cet Etat en Italie sera décédé dans une localité où il ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de cette opération à l'Ambassade ou à la Légation qui doit en connaître ou au consulat ou vice-consulat le plus voisin du lieu où sera uoverte la succession *ab intestato*, ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que l'agent consulaire le plus rapproché de la localité où serait ouverte ladite succession *ab intestato* ou testamentaire se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce qui prescrit l'article précédent.

Article 8.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaire des deux Etats, connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des opérations effectuées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur pays, soit pendant la traversée soit dans le port de leur arrivée.

Article 9.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement, ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur le voyage des navires, leur destination et les événements de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devante les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les gardes et employés des douanes ne pourront en aucune manière opérer ni visites ni recherches à bord des navire, sans en avoir donné préalablement avis à l'autorité consulaire de la nation à laquelle les navires appartiennent, afin qu'elle puisse assister à la visite.

Les susdits fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou des douanes devront également prévenir en temps utile lesdites autorités consulaires pour qu'elles assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute équivoque et tout malentendu qui pourrait porter préjudice à la bonne administration de la justice.

L'avis qui sera adressé pour les cas susindiqués aux fonctionnaires consulaires, indiquera une heure précise et s'ils négligeaient de s'y rendre ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Article 10.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, et la sûreté des mar-

chandises, bien et effets on observera les lois, ordonnances et réglements du pays.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivament du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation: ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et le matelots et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays, ou ne faisant pas partie de l'èquipage, s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

Article 11.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelques titre que ce soit, partie des équipages de navires de leur nation, qui auraient déserté.

A cet effet ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifié, la remise, des déserteurs ne pourra être refusée. On donnera en outre auxdits agents consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande et aux frais du consul ou vice-consul, jusqu'à ce que celui-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois, après lesquels, et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourrà être incarcéré de nouveau pour le même cause.

Toutefois si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu sa sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Article 12.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée seront réglés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du pays dans lequel résideront lesdits agents ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut elles devraient être réglées par l'autorité locale.

Article 13.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des ressortissants de l'une des Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires albanais qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires de l'Etat d'Albanie; réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navire italiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Etat d'Albanie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaire d'Italie.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Pays que pour assister les agents consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécutions des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, ou de la personne qu'ils délégueront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales, dans ces différents cas, ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne le destine à la consommation intérieure.

Article 14.

Dans le but de faciliter le voyage des émigrants albanais ou en transit à travers le territoire de l'Albanie, vers des ports italiens, et des émigrants qui rentrent dans leur pays à travers ces mêmes ports, il sera consenti aux compagnies de navigation italiennes d'établir, en se soumettant à la législation du pays, des agences de vente dans l'Etat albanais et d'exercer leur activité pour les transport directs des ports italiens aux ports auxquels se dirige l'émigration.

La même protection qui est accordée par l'Italie aux émigrants italiens sera assurée, par le Gouvernement italien, aux émigrants albanais, aussi bien dans l'Etat que sur les bateaux.

Article 15.

Les deux Parties contractantes s'engagent à initier, aussitôt qu'il sera possible. les négociations pour conclure un ou plusieurs accord spéciaux afin d'assurer aux travailleurs de l'un des deux Pays dans les territoire de l'autre et à leurs ayants-droit, légalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne l'application des lois relatives à la protection du travail, à l'assistance médicale et hospitalière, aux assurance sociales contre les différents

risques, à l'instruction et à la liberté d'association et d'organisation professionnelle, et pour régler la signification et la communication des actes judiciaires et l'extradition des criminels.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura la durée de 10 années à partir de la même date. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiares ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Rome le vingt-neuf février mil neuf cent vingt-quatre.

(*L. S.*) BENITO MUSSOLINI.

(*L. S.*) FEIZI ALIZOTTI.

(*L. S.*) DJAFER VILLA.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri.

MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione **1393.**

LEGGE 13 giugno 1926, n. **1098.**

Conversione in legge del R. decreto 7 febbraio 1926, n. 211, che modifica l'art. 12 del R. decreto 8 ottobre 1925, n. 1879, concernente l'ordinamento del servizio sanitario aeronautico.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto 7 febbraio 1926, n. 211, che modifica l'art. 12 del R. decreto 8 ottobre 1925, n. 1879, concernente l'ordinamento del servizio sanitario aeronautico.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 giugno 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Numero di pubblicazione **1394.**

REGIO DECRETO 20 maggio 1926, n. **1108.**

Costituzione dell'Istituto nazionale per la propaganda aeronautica.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 30 agosto 1925, n. 1513, che istituisce il Ministero dell'aeronautica;

Vista la legge 31 gennaio 1926, n. 100, che dà facoltà al potere esecutivo di emanare norme giuridiche;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per l'aeronautica e per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per le finanze, per la pubblica istruzione e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' costituito l'« Istituto nazionale per la propaganda aeronautica » con le finalità e le norme di cui all'annesso statuto, firmato, d'ordine Nostro, dal Ministro Segretario di Stato per l'aeronautica.

Art. 2.

Il predetto Istituto ha personalità giuridica ed è l'organo tecnico di propaganda del Ministero dell'aeronautica.

Art. 3.

Al Ministero dell'aeronautica spettano le funzioni di vigilanza e controllo nei termini stabiliti dallo statuto.

Art. 4.

Alle spese di funzionamento dell'Istituto si provvede:

a) con il contributo del Ministero dell'aeronautica nella misura di L. 500,000 annue da prelevarsi dai fondi all'uopo stanziati sul proprio bilancio preventivo;

b) con il reddito di eventuali donazioni, nonchè con le elargizioni e con i proventi derivanti dall'attività svolta dall'Istituto o con altra forma di contributo ammesso dalla legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — FEDELE — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° luglio 19..
Atti del Governo, registro 250, foglio 12. — COOP

Statuto dell'Istituto nazionale per la propaganda aeronautica.

Art. 1.

Sotto l'egida del Ministero dell'aeronautica, ad iniziativa dei membri del Comitato promotore signori:
Generale Maurizio Moris,
Ing. Gianni Caproni,
Comandante Gennaro Pagano Di Melito,
Capitano Franco Ambrosio,
Comm. Orfeo Parmeggiani,
Comandante Francesco Grutter,
Avv. Nino D'Angelantonio,
e con l'adesione e di pieno accordo con l'Aero Club d'Italia, Federazione degli Enti aeronautici italiani, viene creato l'Istituto nazionale per la propaganda aeronautica.

Art. 2.

L'Istituto ha sede in Roma e può avere rappresentanti locali nel Regno, nelle Colonie e all'estero.

Art. 3.

Scopi dell'Istituto sono:
a) studiare ed apprestare i mezzi per la divulgazione dell'idea aeronautica nel Paese;
b) curare le pubblicazioni di cultura e di propaganda aeronautica;
c) attuare i mezzi atti a favorire lo sviluppo del traffico aereo civile;
d) promuovere l'incremento degli studi per le professioni ed i mestieri aeronautici;
e) valorizzare nel Paese ed all'estero l'attività delle industrie aeronautiche nazionali;
f) raccogliere e diramare nel Regno, nelle Colonie e nei paesi esteri notizie ed informazioni sull'attività dell'aeronautica nazionale;
g) avvisare ed utilizzare tutti i mezzi economici per migliorare la potenzialità di propaganda.

Art. 4.

Il patrimonio iniziale dell'Istituto è costituito da lire 400,000 in numerario depositato presso un istituto di emissione.

Art. 5.

Il patrimonio iniziale è costituito nel modo seguente:
a) Ministero dell'aeronautica L. 100,000, da prelevarsi dai fondi all'uopo stanziati sul proprio bilancio preventivo;
b) Cassa nazionale per l'assicurazione degli infortuni sul lavoro, L. 300,000.

La suddetta Cassa nazionale non potrà più ripetere tale somma e riceverà in corrispettivo dall'Istituto l'annuo censo nella misura del 5 per cento sulla somma versata.

L'Istituto potrà sempre esercitare, in ogni tempo, il diritto di riscatto.

Art. 6.

L'Istituto è amministrato da un Consiglio di amministrazione composto:
a) da sette membri nominati dal Ministero dell'aeronautica da scegliere fra i funzionari dei Ministeri dell'aeronautica, economia nazionale, pubblica istruzione, delle finanze e degli affari esteri, di concerto con i Ministeri stessi;
b) dal direttore dell'aviazione civile e traffico aereo;
c) da due rappresentanti delegati dall'Aero Club d'Italia;
d) da un rappresentante dell'Istituto che ha concorso alla formazione del capitale sociale.

Il Consiglio di amministrazione delibera a maggioranza assoluta di votanti e, a parità di numero, con prevalenza di quello in cui parteciperà il presidente del Consiglio.

Per la validità delle deliberazioni è richiesta la presenza di almeno sei degli amministratori.

Art. 7.

I membri costituenti il Consiglio di amministrazione devono avere la loro residenza in Roma.

Nella prima composizione del Consiglio di amministrazione i membri di cui all'art. 6 lettera *a*) possono essere nominati dal Ministero dell'aeronautica fra i componenti il Comitato promotore.

Art. 8.

Potranno esser chiamati a far parte del Consiglio di amministrazione, in qualità di membri benemeriti con voto consultivo, quelle persone che hanno acquistato speciali benemerenze verso l'Istituto.

Art. 9.

Il Consiglio di amministrazione si rinnova in ragione della metà dei suoi membri ogni due anni. La prima metà è costituita dal numero di cinque membri.

Alla fine del primo biennio i membri da rinnovare sono estratti a sorte.

I membri scaduti sono però riconfermabili.

Ove per qualsiasi ragione cessi di far parte del Consiglio di amministrazione alcuno dei suoi membri, colui che sarà chiamato a sostituirlo resterà in carica per tutto il rimanente periodo di tempo cui aveva diritto il membro sostituito.

Art. 10.

I componenti il Consiglio di amministrazione non possono avere voto nelle questioni in cui ricorra un loro personale interesse.

Art. 11.

Il Consiglio d'amministrazione nomina nel suo seno un presidente ed un vice presidente, nonchè un Comitato esecutivo composto di cinque membri e del quale fanno parte di diritto, il presidente, il direttore dell'aviazione civile, un delegato dell'Aero Club d'Italia e il rappresentante dell'Istituto sovventore. Il vice presidente sostituirà il presidente in caso di assenza o impedimento, e potrà esercitare per delega parte delle attribuzioni presidenziali.

Spetta inoltre al Consiglio di nominare il direttore dell'Istituto, con le attribuzioni che saranno determinate dal regolamento generale di cui all'art. 17 lettera *a*).

E' in facoltà dello stesso Consiglio di nominare un vice direttore ove lo sviluppo dell'Istituto giustifichi l'istituzione di questa carica.

Tali nomine sono soggette all'approvazione del Ministero dell'aeronautica.

Art. 12.

Qualora il direttore ed il vice direttore siano scelti fra i membri del Consiglio d'amministrazione essi decadono dalla carica di consiglieri e saranno sostituiti con altri membri

nominati dal Ministero dell'aeronautica e scelti fra i funzionari dello Stato di cui alla lettera *a*) dell'art. 6, di concerto con i singoli Ministeri ai quali essi appartengono.

Art. 13.

Il direttore potrà essere chiamato a partecipare, senza voto, alle adunanze del Consiglio di amministrazione e del Comitato esecutivo.

Art. 14.

Il Consiglio di amministrazione è convocato dal presidente e si raduna ogni volta che questi ritenga di convocarlo.

Può essere anche convocato su richiesta di un terzo dei suoi membri.

Normalmente si raduna nella prima quindicina di ogni quadrimestre.

Il relativo avviso deve essere spedito per lettera raccomandata almeno dieci giorni prima della data fissata per la convocazione, con l'indicazione degli argomenti posti in discussione.

Art. 15.

In caso di urgenza il Consiglio deve essere convocato per telegramma con preavviso non minore di tre giorni.

Art. 16.

Le mansioni di segretario del Consiglio d'amministrazione e di quello del Comitato esecutivo saranno disimpegnate da persone rispettivamente scelte fra i membri dei due predetti organi.

Art. 17.

Il Consiglio di amministrazione determina le linee generali d'azione e l'indirizzo da conferire all'Istituto.

Esso, oltre ad esplicare le attribuzioni di cui all'art. 11, provvede:

a) all'approvazione del regolamento generale riguardante fra l'altro gli uffici ed il personale;

b) all'approvazione del regolamento tecnico;

c) all'istituzione di rappresentanti locali;

d) all'approvazione del bilancio preventivo dell'anno successivo e ciò non oltre la prima quindicina del mese di novembre di ogni anno;

e) all'approvazione del rendiconto consuntivo per l'esercizio decorso, e ciò non oltre la prima quindicina del mese di maggio di ogni anno;

f) alla deliberazione su tutti gli affari sottoposti alla sua approvazione;

g) alla nomina del quinto membro del Comitato esecutivo.

Il Consiglio di amministrazione infine presenterà ogni anno al Ministero dell'aeronautica una relazione concernente l'attività e la gestione dell'Ente da comunicarsi al Parlamento.

Art. 18.

Il Comtato esecutivo oltre ad attuare i deliberati del Consiglio di amministrazione:

a) ha il compito di svolgere tutte le attività proprie dell'Istituto;

b) prepara e presenta al Consiglio di amministrazione non oltre il 30 ottobre di ogni anno il bilancio preventivo per l'anno successivo e non oltre il 28 febbraio il rendiconto consuntivo per l'esercizio decorso;

c) delibera in merito ad accordi e convenzioni di produzione e di lavoro con Enti, associazioni e privati;

d) provvede all'impiego dei fondi in conformità del bilancio approvato dal Consiglio di amministrazione;

e) sente il parere di tecnici e di artisti sui mezzi di propaganda.

Le deliberazioni del Comitato esecutivo non saranno valide se non avranno ottenuto il voto favorevole della maggioranza assoluta dei suoi membri.

Art. 19.

E' costituito un Collegio di sindaci formato di cinque membri, due dei quali sono nominati dal Consiglio di amministrazione e tre dal Ministero dell'aeronautica.

I sindaci durano in carica un anno e sono riconfermabili.

Essi sono incaricati della sorveglianza contabile sulla gestione dell'Istituto e sul funzionamento amministrativo di esso.

Intervengono alle sedute del Consiglio di amministrazione, esaminano il bilancio preventivo ed il rendiconto consuntivo, i quali devono essere comunicati entro tre giorni dall'avvenuta deliberazione al Ministero dell'aeronautica per l'approvazione.

Il rendiconto consuntivo deve essere accompagnato da una relazione motivata sull'andamento amministrativo dell'Istituto e redatta dal Collegio dei sindaci.

Art. 20.

L'esercizio finanziario comincia con il 1° gennaio e termina con il 31 dicembre di ogni anno.

Il primo esercizio si chiuderà il 31 dicembre 1926.

L'interesse annuo del 5 per cento da corrispondersi all'Istituto sovventore delle L. 300,000 di cui all'art. 5, lettera *b*) sarà computato nelle spese di esercizio.

Le eccedenze di esercizio, detratti gli opportuni accantonamenti stabiliti dal Consiglio d'amministrazione ed il 10 per cento da corrispondersi in parti uguali all'Istituto per i figli degli aeronauti in Loreto ed alla Cassa d'assistenza al personale aeronautico civile istituita in seno all'Aero Club d'Italia, sono devolute al fondo di riserva ordinaria destinata ad eventuali perdite in atto o future.

Potranno ancora stabilirsi riserve straordinarie destinate a fronteggiare eventuali disavanzi nelle gestioni future.

Art. 21.

Per quanto riguarda le eventuali manifestazioni di propaganda con mezzi aerei l'Istituto è sottoposto alle disposizioni contenute negli articoli 183, 184, 185, 186, 187 del capo 9°, titolo III, del regolamento per la navigazione aerea approvato con R. decreto in data 2 gennaio 1925, n. 356.

Art. 22.

L'Istituto è sottoposto al controllo del Ministero dell'aeronautica, il quale a tale fine approva:

a) il bilancio preventivo ed il rendiconto consuntivo;

b) i regolamenti di cui all'art. 17, lettere *a*) e *b*);

c) i provvedimenti che apportano modifiche o trasformazioni del patrimonio.

Art. 23.

Le relazioni tra il Ministero dell'aeronautica e l'Istituto devono essere svolte per il tramite dell'Ufficio dell'aviazione civile e traffico aereo al quale devono in ogni caso essere ri-

chieste le singole autorizzazioni e concessioni per l'espletamento dei compiti affidati all'Istituto e per lo svolgimento degli scopi di cui all'art. 3.

Art. 24.

Nel caso di soppressione dell'Istituto quale persona giuridica, i suoi beni sono devoluti allo Stato.

Art. 25.

Il Ministro per l'aeronautica potrà con decreto motivato sciogliere il Consiglio d'amministrazione e nominare un commissario straordinario per un periodo non superiore a tre mesi, salvo una proroga di altri tre mesi in casi eccezionali.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per l'aeronautica:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 1395.

REGIO DECRETO 10 giugno 1926, n. 1088.
Imposizione di zone di servitù militari attorno alla polveriera di Piano di Quarto.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il testo unico delle leggi sulle servitù militari, approvato con R. decreto 16 maggio 1900, n. 401;
Visto il regolamento per l'esecuzione di detto testo unico di leggi approvato con R. decreto 11 gennaio 1901, n. 32;
Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Intorno alla polveriera di Piano di Quarto sono imposte le zone di servitù militare.

Art. 2.

Tali zone sono fissate, entro i limiti stabiliti dal succitato testo unico, dal piano annesso al presente decreto, firmato d'ordine Nostro, dal Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 giugno 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 giugno 1926.
Atti del Governo, registro 249, foglio 180. — Coop

N. B. — La pianta del piano verrà pubblicato soltanto nella Raccolta ufficiale.

Numero di pubblicazione 1396.

REGIO DECRETO 3 giugno 1926, n. 1087.
Dichiarazione di pubblica utilità della costruzione del deposito per esplosivi di Coseat in territorio del comune di Codroipo.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;
Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che approva alcune modificazioni a quella citata;
Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la guerra;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' dichiarata opera di pubblica utilità la costruzione del deposito per esplosivi di Coseat in territorio del comune di Codroipo (provincia del Friuli).

Art. 2.

Alla espropriazione dei beni immobili e dei diritti immobiliari a tal uopo occorrenti e che saranno designati dal predetto Nostro Ministro sarà provveduto a norma delle citate leggi.

Ordinamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 giugno 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 giugno 1926.
Atti del Governo, registro 249, foglio 179. — Coop

Numero di pubblicazione 1397.

REGIO DECRETO 10 giugno 1926, n. 1092.
Autorizzazione alla « Società anonima tramways siciliani » ad impiantare ed esercitare in Messina alcuni nuovi tronchi tranviari.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la convenzione 3 febbraio 1912, approvata con Nostro decreto 9 settembre stesso anno n. 1135 per la concessione della costruzione e dell'esercizio delle tranvie urbane ed extraurbane di Messina;
Visti i progetti presentati dalla « Società anonima tramways siciliani » portanti i bolli dell'ufficio del registro di Messina, in data 5 dicembre 1924 e 9 dicembre 1925 e relativi all'impianto ed all'esercizio in Messina di:
a) un tronco a doppio binario lungo la via Garibaldi, dal Teatro Vittorio Emanuele a piazza Ottagona (m. 960);

b) un tronco a semplice binario, in prosecuzione del precedente, da piazza Ottagona all'inizio della via Provinciale per il Ritiro (m. 148);

c) un tronco a doppio binario che, staccandosi dal tronco precedente *a*) all'altezza di via S. Giovanni di Malta e percorrendo il viale Principe Amedeo si allaccia alla linea della tranvia extraurbana Messina-Faro (m. 440);

d) un tronco a doppio binario, in diramazione della linea urbana Camposanto-piazza Vittoria, che da piazza Cairoli, per via Tommaso Cannizzaro, raggiunge piazza XX Settembre (m. 1152);

Ritenuto che il tracciato dei tronchi sub *a*), *b*), *c*) risponde a quello stabilito dalla su citata convenzione 3 febbraio 1912, tracciato non potuto attuare all'atto dell'impianto delle linee in parola, per cause non dipendenti dalla Società;

Visto il decreto Ministeriale 6 dicembre 1916, n. 43195-4827, col quale vennero approvate le modificazioni al tracciato di cui sopra;

Ritenuto che il tronco sub *d*) da piazza Cairoli a piazza XX Settembre, è da considerarsi urbano, perchè diramazione di altra linea urbana e perchè tutto contenuto entro l'abitato;

Ritenuta l'opportunità che tale nuovo tronco urbano sia esercitato con le stesse modalità fissate per il resto della rete urbana dalla convenzione anzidetta;

Vista la dichiarazione in data 6 marzo 1926, n. 920, con la quale la Società rinunzia alla sovvenzione governativa per i nuovi tronchi di cui sopra;

Sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La « Società anonima tramways siciliani » è autorizzata ad impiantare ed esercitare, in Messina, i seguenti tronchi tranviari:

a) tronco a doppio binario, lungo la via Garibaldi, dal Teatro Vittorio Emanuele a piazza Ottagona (m. 960);

b) tronco a semplice binario, in prosecuzione del precedente, da piazza Ottagona al principio della via Provinciale per il Ritiro (m. 148);

c) tronco a doppio binario che, staccandosi dal precedente *a*) all'altezza di via S. Giovanni di Malta e percorrendo il viale Principe Amedeo, si allaccia alla linea extraurbana Messina-Faro (m. 440).

Art. 2.

I tronchi di cui all'articolo precedente si intendono sostituiti a quelli attualmente in esercizio S. Francesco-via Canova-via Placida e Teatro Vittorio Emanuele-corso Vittorio Emanuele-viale Principe Amedeo (fino all'innesto del nuovo tronco sub *c*).

Per fatto di tale sostituzione, non si terrà conto, agli effetti della sovvenzione governativa, della maggiore lunghezza dei nuovi tronchi in confronto a quella dei tronchi da sostituire e pertanto l'importo complessivo della sovvenzione per la rete delle tranvie di Messina rimane inalterato nella misura attualmente corrisposta.

Art. 3.

La Società anzidetta è autorizzata a costruire ed esercitare senza sovvenzione governativa, un nuovo tronco tranviario urbano a doppio binario ed in diramazione della linea urbana Camposanto-piazza Vittorio, da piazza Cairoli per via Tommaso Cannizzaro a piazza XX Settembre della lunghezza di m. 1152.

Art. 4.

I tronchi di cui agli articoli 1 e 3 del presente decreto saranno costruiti in conformità ai progetti portanti i bolli dell'ufficio del registro di Messina, in data 5 dicembre 1924-9 dicembre 1925, tenute presenti le osservazioni e prescrizioni di cui al voto 16 aprile 1926, n. 792, del Consiglio superiore dei lavori pubblici.

Per l'esercizio dei tronchi medesimi saranno osservate le disposizioni della convenzione 3 febbraio 1912, approvata con R. decreto 9 settembre 1912, n. 1135.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 giugno 1926.

VITTORIO EMANUELE.

GIURIATI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 giugno 1926.
Atti del Governo, registro 249, foglio 184. — COOP

Numero di pubblicazione **1398.**

REGIO DECRETO 21 marzo 1926, n. **1093.**

Classificazione in prima categoria delle opere di bonifica delle paludi di Preval in provincia del Friuli.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 2 e 3 del testo unico 30 dicembre 1923, n. 3256, delle leggi sulle bonificazioni delle paludi e dei terreni paludosi;

Considerata la necessità di provvedere alla bonifica delle paludi di Preval (provincia del Friuli) allo scopo di evitare danni all'igiene dei vicini abitati di Novali, Castelletto, Vipulzano, Capriva, Massa e Lucenico, e di restituire all'agricoltura una notevole estensione di terreni;

Ritenuto che sussistono le condizioni per la classifica delle opere in prima categoria, a termini del secondo comma dell'art. 3 del citato testo unico;

Visto il voto 28 agosto 1925, n. 348, del Comitato tecnico presso il Magistrato alle acque;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Sono classificate in prima categoria, a termini del combinato disposto degli articoli 2 e 3 del testo unico 30 dicembre 1923, n. 3256, le opere di bonifica delle paludi di Preval in provincia del Friuli.

Il presente decreto, avrà effetto dal giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 marzo 1926.

VITTORIO EMANUELE.

GIURIATI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 1. — COOP

Numero di pubblicazione **1399.**

REGIO DECRETO 27 maggio 1926, n. **1094.**

Classificazione in prima categoria delle opere di bonifica della zona Diamantina-Casaglia in comuni di Ferrara, Bondeno e Vigarano.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 2 e 3 del testo unico 30 dicembre 1923, n. 3256, delle leggi sulle bonificazioni delle paludi e dei terreni paludosi;

Considerata la necessità di provvedere alla bonifica della zona denominata Diamantina-Casaglia in comuni di Ferrara, Bondeno e Vigarano, la quale è perennemente soggetta, per difficoltà di scolo, ad allagamenti e ristagni con grave pericolo per l'igiene degli abitati di Casaglia, Pontelagoscuro, Ravalle, Porporana, Vigarano Pieve, Sette Polesini e della stessa città di Ferrara;

Che perciò sussistono gli estremi per la classifica delle opere in prima categoria a termini del 2° comma dell'art. 3 del citato testo unico;

Visto il voto 27 marzo 1926, n. 642, del Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Sono classificate in prima categoria, a termini del combinato disposto degli articoli 2 e 3 del testo unico 30 dicembre 1923, n. 3256, le opere di bonifica della zona Diamantina-Casaglia in comuni di Ferrara, Bondeno e Vigarano.

Il presente decreto avrà effetto dal giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

GIURIATI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *luglio* 1926.
Atti del Governo, registro 250, *foglio* 2. — COOP

Numero di pubblicazione **1400.**

REGIO DECRETO 10 giugno 1926, n. **1105.**

Proroga della gestione straordinaria della Camera agrumaria della Sicilia e Calabria, in Messina.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il decreto Reale 13 dicembre 1925, n. 2272, ed il decreto Reale 11 marzo 1926, n. 582, relativi alla gestione straordinaria della Camera agrumaria della Sicilia e Calabria, in Messina;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La durata della gestione straordinaria della Camera agrumaria di Sicilia e Calabria in Messina, affidata all'on. Michele Crisafulli Mondio, è prorogata di mesi sei.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 giugno 1926.

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *luglio* 1926.
Atti del Governo, registro 250, *foglio* 9. — COOP

Numero di pubblicazione **1401.**

REGIO DECRETO-LEGGE 20 maggio 1926, n. **1106.**

Modificazioni al R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3125, concernente l'edilizia scolastica.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3125, emanato in virtù dei pieni poteri conferiti al Nostro Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Visto il R. decreto 7 luglio 1925, n. 1173;

Vista la legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per la pubblica istruzione e per i lavori pubblici, di concerto con quelli per l'interno e per le finanze;

Ritenuta l'opportunità di regolare in modo più rapido ed efficace la ripartizione delle somme che saranno stanziate, a partire dall'esercizio 1926-27, per l'edilizia scolastica ai sensi del R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3125, nei bilanci del Ministero della pubblica istruzione e dei lavori pubblici per le ragioni interessanti la rispettiva competenza in materia e la necessità di provvedervi d'urgenza al fine di una tempestiva assegnazione dei fondi;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Gli articoli 1 e 2 del R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3125, sono abrogati.

Art. 2.

All'art. 3 del R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3125, commi 1 e 2, è sostituito il seguente:

« Le spese per la costruzione e l'acquisto e per adattamento e riparazione degli edifici scolastici, sono a carico dei Comuni.

« Lo Stato facilita ai Comuni le spese sopraindicate, assumendosi l'onere del pagamento degli interessi sui mutui e con la concessione di sussidi.

« Per l'assegnazione dei relativi stanziamenti si applicheranno le seguenti norme:

a) dal Ministero della pubblica istruzione le somme stanziate saranno concesse ai singoli Comuni ed Enti, su parere dei Regi provveditori agli studi, e tenuti presenti i maggiori bisogni, in rapporto alle condizioni della istruzione e dei locali scolastici;

b) dal Ministero dei lavori pubblici le somme stanziate saranno ripartite fra l'Alto Commissariato di Napoli e i Provveditorati alle opere pubbliche, tenuto conto dei piani regolatori presentati da ciascuno di essi ».

Art. 3.

Il presente decreto entrerà in vigore col 1° luglio 1926 e sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge. I Ministri proponenti sono autorizzati alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDELE — GIURIATI — FEDERZONI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 10. — COOP

Numero di pubblicazione 1462.

REGIO DECRETO-LEGGE 6 maggio 1926, n. 1110.

Esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e l'Austria, firmato a Roma il 23 febbraio 1925, per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea principesca del Tirolo.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di addivenire con l'Austria allo scambio delle ratifiche dell'Accordo italo-austriaco del 23 febbraio 1925 per la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea principesca del Tirolo, Accordo già approvato in Austria;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'interno, per la giustizia, per le finanze e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra l'Italia e l'Austria, firmato a Roma il 23 febbraio 1925, per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea principesca del Tirolo, nonchè ai tre protocolli relativi e al protocollo finale.

Art. 2.

I patti contenuti nei titoli I e II dell'Accordo anzidetto in quanto riguardano il Regno d'Italia, s'intendono stipulati per la provincia di Trento, la quale pertanto assume, ad ogni effetto, i diritti e gli obblighi derivanti dai patti medesimi.

Questa disposizione si applica anche per il titolo III del suddetto Accordo ai riguardi del Consiglio agrario provinciale di Trento.

Art. 3.

Le norme di cui all'ultima parte del n. 2 dell'art. 3 dell'Accordo sopra citato saranno emanate con decreto Reale, su proposta del Ministro per l'interno, di concerto con quelli per gli affari esteri e per le finanze.

Art. 4.

Il presente decreto entrerà in vigore dopo effettuato lo scambio delle ratifiche relative all'Accordo di cui si tratta e sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge. Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — ROCCO — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 20. — COOP

Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea principesca del Tirolo.

Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria;

allo scopo di regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea principesca del Tirolo, ora appartenenti rispettivamente al Regno d'Italia ed alla Repubblica d'Austria;

prescindendo da ogni questione di principio o d'interpretazione giuridica delle clausole del Trattato di S. Germano che vi possano avere attinenza;

hanno nominato a tale scopo come loro plenipotenziari i signori:

S. M. il Re d'Italia:

Il Cav. BENITO MUSSOLINI, Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro degli affari esteri d'Italia;

Il Presidente Federale della Repubblica d'Austria:

Il signor LOTARIO EGGER, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario della Repubblica d'Austria;

I quali, dopo aver verificato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I.

Diritti ed interessi delle Provincie.

La Repubblica d'Austria riconosce come passati in libera proprietà del Regno d'Italia, a decorrere dal 3 novembre 1918, tutti gli immobili siti nell'attuale territorio italiano ed iscritti a nome della Contea principesca del Tirolo, e cioè i beni indicati nell'allegato *A*, con le ipoteche e gli oneri reali che gravano sui medesimi.

Il Paese Federale del Tirolo resta unico proprietario degli immobili per natura e per destinazione siti su territorio austriaco, con le ipoteche e gli oneri reali gravanti sugli stessi.

Le Alte Parti contraenti restano egualmente proprietarie delle cose mobili attualmente esistenti nei rispettivi territori e già appartenenti alla Contea Principesca del Tirolo.

Art. 2.

Il Paese Federale del Tirolo:

a) trasferisce in proprietà del Regno d'Italia titoli appartenenti all'ex Contea Principesca del Tirolo per il valore nominale di 7,609,500 corone, nella specie e quantità a determinarsi di comune accordo fra i due Governi interessati;

b) cede al Regno d'Italia tutti i crediti anteriori al 3 novembre 1918 e tuttora esistenti, che gli spettano direttamente o che potrebbero spettare ad un comune, ad una fondazione, opera pia, ospedale, siti nel territorio del Paese Federale del Tirolo, verso le provincie, i comuni, le fondazioni, ecc. della Contea principesca del Tirolo siti nel territorio italiano, esclusi i crediti già ceduti in applicazione dell'Accordo del 6 aprile 1922 relativo al pagamento dei debiti e all'incasso dei crediti privati;

c) rinuncia in particolare in favore dell'Italia ai crediti ad esso spettanti in virtù degli articoli 1 e 4 della Convenzione 6 aprile 1922 sulle pensioni provinciali e comunali per pagamenti fatti, fino alla firma del presente Accordo, di pensioni dovute a maestri comunali residenti ora in Austria, senza pregiudizio, per l'avvenire, della Convenzione stessa;

d) rinuncia ad ogni revisione delle disposizioni concernenti il pagamento delle pensioni di funzionari provinciali prevista dall'art. 3 della Convenzione di Roma del 6 aprile 1922, indicata nel precedente comma, per il caso, che sussiste, di un aggravio del Paese Federale del Tirolo in misura superiore a quella fissata dalla Commissione delle riparazioni per la ripartizione del debito provinciale;

e) rinuncia ad ogni pretesa per il mantenimento dei mentecatti appartenenti alla provincia di Trento e degenti nel Manicomio di Hall, fino al 1° marzo 1925.

Il Regno d'Italia rinuncia a tutti i crediti anteriori al 3 novembre 1918 e tutt'ora esistenti che gli spettano direttamente o che potrebbero spettare ad una provincia, ad un comune, ad una fondazione, opera pia, ospedale, siti nel territorio italiano dell'ex Contea principesca del Tirolo verso le provincie, i comuni, le fondazioni ecc. siti nel territorio austriaco, esclusi i crediti già ceduti in applicazione dell'Accordo del 6 aprile 1922 relativo al pagamento dei debiti e all'incasso dei crediti privati.

Art. 3.

Il Paese Federale del Tirolo assume il pagamento integrale di tutti i debiti dell'ex Contea principesca del Tirolo, con le eccezioni di cui in seguito.

Salvo le norme dell'art. 2, esso assume cioè l'obbligo di estinguere i debiti compresi nella tabella unita alla decisione della Commissione delle Riparazioni del 21 settembre 1923, n. 2641 per il territorio dell'ex Contea principesca del Tirolo, sia per la parte attribuita all'Italia sia per la parte attribuita al Paese Federale del Tirolo, come pure l'obbligo di estinguere i debiti esistenti al 3 novembre 1918 e non compresi in detta tabella.

Il pagamento sarà fatto a pieno sgravio del territorio italiano dell'ex Contea principesca del Tirolo, che non sarà responsabile di tali debiti nè verso i creditori, nè verso il Paese Federale del Tirolo; questo farà i relativi versamenti nella valuta austriaca al ragguaglio di una corona austriaca per una corona austro-ungarica.

Restano esclusi dall'assunzione:

1° i debiti gravanti gli immobili siti in Italia, e garantiti da ipoteca su detti beni immobili; i quali debiti saranno pagati dal Regno d'Italia a sgravio del Paese Federale del Tirolo;

2° i debiti corrispondenti alle obbligazioni del prestito 4 % dell'ex Contea Principesca del Tirolo degli anni 1895 e 1904-1906, esistenti al 3 novembre 1918 su territorio italiano e depositate presso la Cassa provinciale di risparmio di Trento, a seguito del censimento effettuato nell'agosto dell'anno 1923 da parte dell'Amministrazione provinciale di Trento. Queste obbligazioni saranno pagate dalla provincia di Trento con pieno scarico del Paese Federale del Tirolo e secondo le norme che saranno stabilite dal Governo italiano.

Art. 4.

Le garanzie assunte dalla Contea Principesca del Tirolo per il Sanatorio di Palmschoss presso Bressanone, per il Fondo pellagra e per lo Smercio del vino (Wüst) di Bolzano, ove sussistano ancora i debiti per cui furono contratte, saranno assunte dal Regno d'Italia.

Le altre eventuali garanzie assunte dalla stessa Contea resteranno a carico del Paese Federale del Tirolo.

TITOLO II.

Fondi provinciali.

Art. 5.

Il Regno d'Italia dichiara di rinunciare in favore del Paese Federale del Tirolo ad ogni suo diritto e titolo sui fondi provinciali o in amministrazione dell'ex Contea Principesca del Tirolo, esclusi quelli indicati nell'allegato *B*, che saranno trasferiti, nello stato in cui si trovano, in piena disponibilità del Regno d'Italia e sui quali il Paese Federale del Tirolo rinuncia ad ogni suo diritto e titolo.

TITOLO III.

Consiglio provinciale agrario.

Art. 6.

Il Paese Federale del Tirolo riconosce come passata in libera proprietà del Regno d'Italia, a decorrere dal 3 novembre 1918, la Malga di Vipiteno (Abraham Rinneralpe).

Il Paese Federale del Tirolo, per il Consiglio provinciale di agricoltura (Sezione I), resta proprietario di tutti gli altri stabili iscritti nel libro fondiario al nome del Consiglio provinciale agrario (Sezione I) dell'ex Contea Principesca del Tirolo.

Il Paese Federale del Tirolo, per il Consiglio provinciale di agricoltura (Sezione I), pagherà al Governo italiano per il Consiglio agrario provinciale di Trento la somma di lire italiane 100,000, entro un mese dalla entrata in vigore del presente Accordo e non prima del 31 gennaio 1926.

TITOLO IV.

Diritti ed interessi dei Comuni.

Art. 7.

Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria dichiarano di rinunciare alla ripartizione dei beni mobili dei comuni di

Senales (Schnals), Gries, Brennero (Brenner), Vizze (Pfitsch), Predoi (Prettau), Riva di Tures (Rain), Anterselva (Antholz).

Art. 8.

I Comuni e le frazioni situati sul territorio di una delle Alte Parti contraenti conservano i beni immobili di qualsiasi natura di loro proprietà, che, in seguito alla determinazione dei nuovi confini, attualmente sono siti nel territorio dell'altra Parte. Ciò vale anche pel caso che il nuovo confine abbia diviso il territorio del Comune.

Art. 9.

Le Alte Parti contraenti non potranno apportare alcuna menomazione ai beni indicati nel precedente articolo che non sia egualmente applicabile ai propri sudditi. In ogni caso, ove l'avente diritto avesse a subire un danno, gli sarà corrisposto per tal fatto un equo indennizzo, escludendo peraltro ogni compenso per il lucro cessante.

TITOLO V.

Diritti di legnatico, di pascolo ed altri.

Art. 10.

Restano inalterate le servitù boschive e di pascolo, nonchè tutti gli altri diritti ed oneri reali di diritto privato che, in base ai libri pubblici o in base ad usucapione, gravano su stabili situati in una delle parti del comune, diviso dal nuovo confine, a favore degli stabili situati nell'altra parte del comune.

Egualmente restano inalterati nei comuni divisi dal nuovo confine i diritti di partecipazione agli utili dei beni comunali, che vigevano fino al 28 luglio 1914, in base a valida consuetudine, a favore di possedimenti rurali situati in una delle due parti del comune.

I mutamenti di circoscrizione amministrativa, da qualsiasi causa dipendano, dei territori comunali divisi dal nuovo confine politico, non influiranno sulla conservazione dei diritti indicati nel precedente alinea.

Art. 11.

Gli aventi diritto sono obbligati ad attenersi rigorosamente a quanto prescrivono le norme in vigore nel luogo dove si trovano i beni immobili gravati. In ogni caso essi godranno le facilitazioni concesse pel traffico di frontiera e dovranno ottemperare a tutte le disposizioni a tal riguardo stabilite dalle Alte Parti contraenti.

Art. 12.

I diritti accennati agli articoli 10 e 11 non possono venire affrancati nè diversamente regolati che in base ad accordi fra le Alte Parti contraenti.

TITOLO VI.

Norme generali.

Art. 13.

Gli atti necessari all'esecuzione del presente accordo non saranno sottoposti ad alcuna imposta, tassa e diritto.

Art. 14.

Nel caso che sorgesse una controversia su una questione regolata dal presente Accordo, comprese le questioni di cui agli articoli 8 a 12, se la divergenza non può essere risoluta amichevolmente in un termine di tre mesi a partire dal ricevimento della sua notificazione, da parte di una delle Alte Parti contraenti all'altra, la controversia sarà risoluta da un arbitro eletto d'accordo fra le Parti stesse.

Se le Alte Parti contraenti non cadessero d'accordo sulla designazione dell'arbitro nel termine di un mese, detto arbitro sarà nominato, su richiesta di una delle Parti predette, dalla Corte permanente di giustizia internazionale dell'Aja.

La procedura d'arbitrato sarà stabilita dall'arbitro stesso.

L'arbitro può fare le indagini che giudicherà necessarie e rivolgersi direttamente alle autorità centrali di ciascuna delle Alte Parti contraenti, le quali sono obbligate a dar corso al più presto possibile alle commissioni rogatorie di quest'arbitro.

Ciascuno degli Stati interessati avrà il diritto di intervenire nella procedura per mezzo di un delegato.

Le spese per l'arbitro saranno regolate e ripartite *ex aequo et bono* dall'arbitro stesso.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a prestare all'arbitro tutto l'appoggio necessario per l'esercizio delle sue funzioni.

Le decisioni dell'arbitro saranno obbligatorie e non sarà ammesso appello contro di esse.

Art. 15.

Il presente Accordo sarà ratificato e gli atti di ratifica saranno scambiati al più presto possibile in Roma.

Esso entrerà in vigore dopo lo scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari suddetti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 23 febbraio 1925 in italiano e in tedesco, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

ALLEGATO *A*.

Beni che passano in proprietà del Regno d'Italia.

1. Manicomio provinciale in Pergine.
2. Istituto provinciale agrario di S. Michele all'Adige.
3. Istituto educativo provinciale di S. Ilario presso Rovereto.
4. Istituto educativo provinciale di Stadio (Stadlhorf).
5. Casa doganale in Borghetto.
6. Casa doganale in Mama d'Avio.
7. Casa doganale in Montecroce.
8. Casa doganale in Tezze.
9. Prati e boschi in Pregasina.
10. Bosco in Kastelbell (proprietà del Fondo forestale giudiziario di Silandro).

N. B. - Il Paese Federale del Tirolo dichiara di non aver alcuna pretesa su immobili espropriati dall'ex autorità militare austro-ungarica a proprietari dei comuni di Vadena (Pfatten), Egna (Neumarkt), Ora (Auer).

ALLEGATO *B*.

Fondi provinciali che passano al Regno d'Italia.

1. Fondo scolastico territoriale di Bressanone.
2. Fondo scolastico territoriale di Trento.
3. Fondo controllo legname di Bressanone.

4. Fondo forestale giudiziario di Brunico.
5. Fondo forestale giudiziario di Bolzano.
6. Fondo forestale giudiziario di Merano.
7. Fondo manutenzione opere idrauliche per i circondari di Bressanone e di Trento.
8. Fondo pompieri per il Tirolo italiano.
9. Fondo sovvenzioni pompieri per il Tirolo italiano.

N. B. - I fondi ai numeri 3, 4, 5, 6 sono menzionati solamente per memoria, essendo già compresi nel Fondo provinciale generale.

PROTOCOLLO FINALE.

Art. 1.

Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria si riservano di regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Ducato di Carinzia, ora appartenenti rispettivamente al Regno d'Italia ed alla Repubblica d'Austria.

Art. 2.

Le Alte Parti contraenti si riservano egualmente di regolare in via amichevole ogni questione attinente ai diritti di caccia nelle nuove zone del confine risultante dal Trattato di San Germano.

Roma, 23 febbraio 1925.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

PROTOCOLLO.

Il Governo italiano ed il Governo federale d'Austria, in relazione all'art. 3 dell'Accordo di pari data per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea Principesca del Tirolo, convengono che, salva ed impregiudicata ogni questione di merito, non rientra nella norma suddetta il debito che potesse eventualmente risultare a carico della Provincia di Trento e del Paese Federale del Tirolo, in dipendenza delle cause in corso dinanzi alle autorità giudiziarie di Trento, ad istanza dei proprietari degli immobili già espropriati dall'ex autorità militare austro-ungarica nei comuni di Vadena (Pfatten), Egna (Neumarkt) ed Ora (Auer).

Fatto a Roma, il 23 febbraio 1925, in italiano ed in tedesco, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno dei Governi firmatari.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

PROTOCOLLO.

Il Governo italiano ed il Governo federale d'Austria, riconoscendo l'opportunità di sciogliere la comproprietà dei diciotto Comuni dell'ex distretto giudiziario di Sillian sul castello di Heimfels presso Panzendorf, sul fabbricato ad uso magazzini nel paese di Sillian e sul capitale di quattromila fiorini investito in credito, convengono:

1° Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria faranno eseguire, entro due mesi dall'entrata in vigore dell'Accordo di pari data per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea Principesca del Tirolo, una stima dei due immobili suindicati da un perito scelto di comune accordo fra le Alti Parti contraenti.

2° Sul prezzo di stima, risultante dall'accennata perizia, sarà corrisposto ai cinque comuni italiani di Sesto (Sexten), Prato alla Drava (Winbach), Versciaco (Vierschach), Monte San Candido (Innichberg) e Valle San Silvestro (Wahlen) i cinque diciottesimi del relativo valore in lire italiane, entro due mesi dalla data della perizia.

3° Il Comitato che attualmente amministra la comproprietà suaccennata, farà la resa dei conti dell'amministrazione della medesima, compreso il credito costituente l'anzidetto capitale comune di 4000 fiorini, fino al giorno dello scioglimento della comproprietà, che resta convenuto alla data della resa dei conti. Il residuo netto risultante da questa gestione sarà parimenti ripartito fra i diciotto Comuni nella medesima proporzione.

4° Effettuato che sia il pagamento, gli stabili suindicati passano in comproprietà dei tredici Comuni tirolesi, al nome dei quali si farà l'analoga iscrizione nel libro fondiario; questo trasporto della proprietà sarà fatto a norma dell'articolo 13 dell'Accordo suddetto.

Fatto a Roma, il 23 febbraio 1925 in italiano e in tedesco, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

PROTOCOLLO

per l'applicazione dell'art. 2 lettera a) *dell'Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Contea principesca del Tirolo.*

In esecuzione dell'art. 2 lettera *a*) dell'Accordo in data odierna, di cui sopra è cenno, il Paese Federale del Tirolo si obbliga a trasmettere in proprietà del Regno d'Italia i seguenti titoli, nella specie e quantità di seguito indicate, quali figurano nel conto consuntivo del Fondo provinciale generale dell'anno 1918:

1. *Debito comune austro-ungarico:*

Notenrente (Rendita in carta) . . . . . Cor. 3.949.700
Silberrente (Rendita in argento) . . . . . » 283.100

2. ***Priorità ferroviarie*:**

Ferdinandsnordbahn (Ferrovia del Nord Ferdinando) . . . . Cor. 20.000
Rudolfbahn (Ferrovia Rudolfina) . . » 17.200
Dux-Bodenbacher Eisenbahn (Ferrovia di Dux-Bodenbach) . . . . . » 43.200
Südbahn lit. *B* (Ferrovia Meridionale lett. *B*) . . . . » 2.400

82.800

3. ***Altri valori pubblici*:**

Kommunalschuldscheine der böhm. Landesbank (Obbligazioni comunali della Banca provinciale boema . . . . Cor. 306.400
Bankschuldverschreibungen der Zentralbank der deutschen Sparkassen (Obbligazioni della Banca Centrale delle Casse di Risparmio tedesche) . . . . » 54.400
Obligationen des k. k. priv Kreditinstitutes für Verkehrsunternehmungen u. öffentliche Arbeiten (Obbligazioni dell'i. r. priv. Istituto di Credito per Imprese di Comunicazione e Lavori Pubblici) . . . . . . » 147.600
Kommunalobligationen der mähr. Landeskulturbank (Obbligazioni comunali della Banca provinciale agraria morava) . . . . » 29.000
Niederösterreichische Landeskommunalschuldscheine (Obbligazioni comunali della Provincia dell'Austria Inferiore) . . . . . » 325.400
Pfandbriefe der ob. öst. Landes-Hypothekenaanstalt (Lettere di pegno dell'Istituto provinciale ipotecario dell'Austria Superiore) » 182.000
Pfandbriefe der k. k. priv. öst. Hypotheken bank (Lettere di pegno dell'i. r. priv. Banca ipotecaria austriaca) . . . . . » 6.600
Aktien der öst. ung. Bank (Azioni della Banca austro-ungarica) . . . . » 144.200
Pfandbriefe der mährischen Hypothekenbank (Lettere di pegno della Banca ipotecaria morava) . . . . » 38.400
Pfandbriefe der österr. Bodenkreditanstalt (Lettere di pegno dell'Istituto di Credito fondiario austriaco) . . . . » 2.000
Pfandbriefe der tir. Landes-Hypothekenanstalt (Lettere di pegno dell'Istituto ipotecario provinciale tirolese) . . . . . . » 442.900

4. *Azioni di fondazione delle ferrovie locali di*:

Bolzano — Caldaro . . . . . Cor. 100.000
Brunico — Sand . . . . . . » 200.000
Dermulo — Mendola . . . . . » 200.000
del Renon . . . . » 115.000
Trento — Malè . . . . » 200.000
della Valsugana . . . . . . » 400.000
della Val Venosta . . . . . . » 400.000

Totale: Cor. 1,615.000

» 7,609.500

1° I titoli di cui al n. 1 saranno rimessi senza stampigliatura austriaca.

2° Dei titoli i quali siano stati sorteggiati od altrimenti rimborsati, il Paese Federale del Tirolo si obbliga a consegnare in contanti l'importo da esso incassato.

Fatto a Roma, il 23 febbraio 1925, in italiano e in tedesco, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione **1403**.

REGIO DECRETO-LEGGE 20 maggio 1926, n. 1111.

Esecuzione dell'Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria, stipulato in Roma il 24 giugno 1925, per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Ducato di Carinzia.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, comma 2, della legge 31 gennaio 1926, numero 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione nel Regno all'Accordo italo-austriaco del 24 giugno 1925, che regola amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Ducato di Carinzia, per poter procedere con l'Austria allo scambio delle ratifiche relative all'Accordo stesso;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri per l'interno, per le finanze e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria, stipulato in Roma il 24 giugno 1925, per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Ducato di Carinzia.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore il giorno dopo lo scambio delle ratifiche dell'Accordo di cui all'articolo precedente.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 21. — COOP.

Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria per regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Ducato di Carinzia.

Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria,

allo scopo di regolare amichevolmente la sistemazione degli interessi inerenti ai territori dell'ex Ducato di Carinzia ora appartenenti rispettivamente al Regno d'Italia ed alla Repubblica d'Austria;

prescindendo da ogni questione di principio o d'intepretazione giuridica delle clausole del Trattato di S. Germano che vi possano avere attinenza;

Hanno nominato a tale scopo come loro Plenipotenziari:

S. M. il Re d'Italia:

Il Cav. Benito Mussolini, Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri;

Il Presidente Federale della Repubblica d'Austria:

Il signor Lotario Egger, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario della Repubblica d'Austria;

i quali, dopo aver verificato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I.

Diritti ed interessi delle Provincie.

Art. 1.

Il Paese Federale di Carinzia resta unico proprietario dei mobili e degli immobili per natura e per destinazione, siti sul territorio austriaco, con le ipoteche e gli oneri reali gravanti sugli stessi immobili.

Art. 2.

Il Paese Federale di Carinzia:

a) cede al Regno d'Italia tutti i crediti anteriori al 3 novembre 1918 e tuttora esistenti che gli spettano direttamente o che potrebbero spettare ad un comune, ad una fondazione, opera pia, ospedale, siti nel territorio del Paese Federale di Carinzia verso le provincie, i comuni, le fondazioni, ecc. dell'ex Ducato di Carinzia siti nel territorio italiano, esclusi i crediti già ceduti in applicazione dell'Accordo del 6 aprile 1922, relativo al pagamento dei debiti ed all'incasso dei crediti privati;

b) rinuncia ad ogni revisione delle disposizioni concernenti il pagamento delle pensioni di funzionari provinciali prevista dall'art. 3 della Convenzione di Roma del 6 aprile 1922 sulle pensioni provinciali e comunali, per il caso, che sussiste, di un aggravio del Paese Federale di Carinzia in misura superiore a quella fissata dalla Commissione delle Riparazioni per la ripartizione del debito provinciale;

c) rinuncia ad ogni pretesa per il mantenimento dei mentecatti appartenenti alla provincia del Friuli e degenti nel manicomio provinciale di Klagenfurt, fino al 1° agosto 1925.

Il Regno d'Italia rinuncia a tutti i crediti anteriori al 3 novembre 1918 e tuttora esistenti che gli spettano direttamente o che potrebbero spettare ad una provincia, ad un comune, ad una fondazione, opera pia, ospedale, siti nel territorio italiano dell'ex Ducato di Carinzia verso le provincie, i comuni, le fondazioni, ecc. siti nel territorio austriaco, esclusi i crediti già ceduti in applicazione dell'Accordo 6 aprile 1922, relativo al pagamento dei debiti e all'incasso dei crediti privati.

Le disposizioni di cui alla lettera *a*) ed al penultimo capoverso di quest'articolo non si applicano alla Fondazione Contessa Elvine de La Tour per la quale resta impregiudicata ogni questione.

Art. 3.

Il Paese Federale di Carinzia assume nei confronti del Regno d'Italia il pagamento integrale di tutti i debiti dell'ex Ducato di Carinzia. Assume cioè l'obbligo di estinguere i debiti compresi nella tabella unita alla decisione della Commissione delle Riparazioni del 21 settembre 1923, numero 2641, per il territorio dell'ex Ducato di Carinzia, sia per la parte attribuita alla provincia del Friuli, sia per la parte attribuita al Paese Federale di Carinzia, come pure l'obbligo di estinguere i debiti esistenti al 3 novembre 1918 e non compresi in detta tabella.

Il pagamento sarà fatto a pieno sgravio del territorio italiano dell'ex Ducato di Carinzia che non sarà responsabile di tali debiti nè verso i creditori, nè verso il Paese Federale di Carinzia; questo farà i relativi versamenti nella valuta austriaca, al ragguaglio di una corona austriaca per una corona austro-ungarica.

Art. 4.

Le eventuali garanzie assunte dall'ex Ducato di Carinzia resteranno a carico del Paese Federale di Carinzia.

TITOLO II.

Fondi provinciali e Consiglio provinciale agrario.

Art. 5.

Il Regno d'Italia dichiara di rinunziare in favore del Paese Federale di Carinzia ad ogni suo diritto e titolo sui Fondi provinciali o amministrati dall'ex Ducato di Carinzia e sui beni patrimoniali del Consiglio provinciale agrario dello stesso ex Ducato.

TITOLO III.

Diritti ed interessi dei Comuni.

Art. 6.

Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria dichiarano di rinunciare alla ripartizione dei beni mobili dei comuni il cui territorio è stato diviso dal confine fra i due Stati, quale risulta dai Protocolli di delimitazione della frontiera in dipendenza del Trattato di San Germano.

Art. 7.

I comuni e le frazioni situati sul territorio di una delle Alte Parti contraenti conservano i beni immobili di qualsiasi natura di loro proprietà, che, in seguito alla determinazione dei nuovi confini, attualmente sono siti nel territorio dell'altra Parte. Ciò vale anche per il caso che il nuovo confine abbia diviso il territorio del comune.

Art. 8.

Le Alte Parti contraenti non potranno apportare alcuna menomazione ai beni indicati nel precedente articolo, che non sia egualmente applicabile ai propri sudditi. In ogni caso, ove l'avente diritto avesse a subire un danno, gli sarà corrisposto per tal fatto un equo indennizzo, escludendo peraltro ogni compenso per il lucro cessante.

TITOLO IV.

Vicinie ed altre associazioni agrarie.

Art. 9.

I diritti patrimoniali delle Vicinie ed altre associazioni agrarie (Nachbarschaften, Alpengenossenschaften, Alpenge-

meinschaften, ecc.) esistenti al 3 novembre 1918, sono conservati nello stato in cui si trovavano a tale data.

Ai diritti di cui al precedente comma si applicano le disposizioni degli articoli 7 e 8, e per l'esercizio di essi saranno osservate le norme dell'art. 11.

TITOLO V.

Diritti di legnatico, di pascolo ed altri.

Art. 10.

Restano inalterate le servitù boschive e di pascolo, nonchè tutti gli altri diritti ed oneri reali di diritto privato che, in base ai libri pubblici o in base ad usucapione, gravano su stabili situati in una delle parti del Comune, diviso dal nuovo confine, a favore degli stabili situati nell'altra parte del Comune.

Art. 11.

Gli aventi diritto sono obbligati ad attenersi rigorosamente a quanto prescrivono le norme in vigore nel luogo dov si trovano i beni immobili gravati. In ogni caso essi godranno le facilitazioni concesse pel traffico di frontiera e dovranno ottemperare a tutte le disposizioni a tal riguardo stabilite dalle Alte Parti contraenti.

Art. 12.

I diritti accennati agli articoli 10 e 11 non possono venire affrancati nè diversamente regolati che in base ad accordi fra le Alte Parti contraenti.

TITOLO VI.

Norme generali.

Art. 13.

Gli atti necessari all'esecuzione del presente Accordo non saranno sottoposti ad alcuna imposta, tassa e diritto.

Art. 14.

Nel caso che sorga una controversia su una questione regolata dal presente Accordo e la divergenza non possa essere risoluta amichevolmente in un termine di tre mesi a partire dal ricevimento della sua notificazione da parte di una delle Alte Parti contraenti all'altra, essa sarà risoluta da un arbitro eletto d'accordo fra le Parti stesse.

Se le Alte Parti contraenti non si mettessero d'accordo sulla designazione dell'arbitro nel termine di un mese, detto arbitro sarà nominato su richiesta di una delle Parti predette dalla Corte permanente di giustizia internazionale dell'Aja.

La procedura d'arbitrato sarà stabilita dall'arbitro stesso

L'arbitro potrà fare le indagini che giudicherà necessarie e rivolgersi direttamente alle autorità centrali di ciascuna delle Alte Parti contraenti, le quali saranno obbligate a dar corso al più presto possibile alle commissioni rogatorie del medesimo.

Ciascuno degli Stati interessati avrà il diritto di intervenire nella procedura per mezzo di un delegato.

Le spese per l'arbitro saranno regolate e ripartite *ex aequo et bono* dall'arbitro stesso.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a prestare all'arbitro tutto l'appoggio necessario per l'esercizio delle sue funzioni.

Le decisioni dell'arbitro saranno obbligatorie e non sarà ammesso appello contro di esse.

Art. 15.

Il presente Accordo sarà ratificato e gli atti di ratifica saranno scambiati al più presto possibile in Roma.

Esso entrerà in vigore il giorno dopo lo scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari suddetti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 24 giugno 1925 in italiano e in tedesco, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione **1404**.

REGIO DECRETO-LEGGE 20 maggio 1926, n. **1112**.

Esecuzione dell'Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria, stipulato in Roma il 24 giugno 1925, per regolare amichevolmente i diritti di caccia nelle zone della frontiera determinata dal Trattato di San Germano.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, comma 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione nel Regno all'Accordo italo-austriaco del 24 giugno 1925, che regola amichevolmente i diritti di caccia nelle zone della frontiera determinata dal Trattato di San Germano, per poter procedere con l'Austria al relativo scambio di ratifiche;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri per l'interno, per le finanze e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria, stipulato in Roma il 24 giugno 1925, per regolare amichevolmente i diritti di caccia nelle zone della frontiera determinata dal Trattato di San Germano.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore il giorno dopo lo scambio delle ratifiche dell'Accordo di cui all'articolo precedente.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 maggio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 luglio 1926.
Atti del Governo, registro 250, foglio 22. — COOP.

Accordo fra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria per regolare amichevolmente diritti di caccia nelle zone della frontiera determinata dal Trattato di San Germano.

Il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria,

allo scopo di regolare amichevolmente l'esercizio di diritti di caccia nelle zone della frontiera determinata dal Trattato di San Germano;

Hanno nominato come loro Plenipotenziari:

S. M. il Re d'Italia:

Il Cav. Benito Mussolini, Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri;

Il Presidente Federale della Repubblica d'Austria:

Il signor Lotario Egger, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario della Repubblica d'Austria,

i quali, dopo avere verificato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Art. 1.

I territori che formavano una sola proprietà prima del 3 novembre 1918 e che, anche attualmente, formano una proprietà unica, ma divisa dalla frontiera, saranno considerati nel loro insieme agli effetti della determinazione dell'area necessaria per la costituzione di una riserva di caccia.

Art. 2.

Se un Comune di una delle Alte Parti contraenti vuol cedere in fitto il diritto di caccia oltre che sul territorio dell'attuale sua circoscrizione anche pei terreni limitrofi al territorio stesso e situati nel territorio dell'altra Alta Parte contraente, potrà farlo in quanto il Comune abbia conservato su di essi la proprietà ed in quanto l'esercizio comune della caccia sia utile.

Art. 3.

Gli oneri, le condizioni e le modalità per l'esercizio del diritto di caccia sono regolati dalla legge locale.

Art. 4.

Il Comune proprietario dei terreni, nei casi in cui non possa cedere direttamente in affitto l'esercizio del diritto di caccia a termini dell'art. 2, avrà diritto alla quota parte del canone di affitto sui terreni situati nel territorio dell'altra Alta Parte contraente.

Art. 5.

Le norme del presente Accordo non concernono i terreni di proprietà dei Fondi di religione.

Art. 6.

Nel caso che sorga una controversia su una questione regolata dal presente Accordo, e essa non possa essere risoluta amichevolmente in un termine di tre mesi a partire dal ricevimento della sua notificazione da parte di una delle Alte Parti contraenti all'altra, essa sarà deferita ad un arbitro eletto d'accordo tra le Parti stesse.

Se le Alte Parti contraenti non si mettessero d'accordo sulla designazione dell'arbitro nel termine di un mese, detto arbitro sarà nominato, su richiesta di una delle Parti predette, dalla Corte permanente di giustizia internazionale dell'Aja.

La procedura d'arbitrato sarà stabilita dall'arbitro stesso.

L'arbitro potrà fare le indagini che giudicherà necessarie e rivolgersi direttamente alle autorità centrali di ciascuna delle Alte Parti contraenti, le quali saranno obbligate a dar corso al più presto possibile alle commissioni rogatorie del medesimo.

Ciascuno degli Stati interessati avrà il diritto di intervenire nella procedura per mezzo di un delegato.

Le spese per l'arbitro saranno regolate e ripartite *ex aequo et bono* dall'arbitro stesso.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a prestare all'arbitro tutto l'appoggio necessario per l'esercizio delle sue funzioni.

Le decisioni dell'arbitro saranno obbligatorie e non sarà ammesso appello contro di esse.

Art. 7.

Il presente Accordo potrà essere denunziato da una delle Alte Parti contraenti con un preavviso di un anno a partire dal 1° gennaio di ogni anno.

Art. 8.

Il presente Accordo sarà ratificato e gli atti di ratifica saranno scambiati al più presto possibile in Roma.

Esso entrerà in vigore il giorno dopo lo scambio delle ratifiche.

In fede di che i Plenipotenziari suddetti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 24 giugno 1925, in italiano e in tedesco, i due testi facendo egualmente fede, in due esemplari, uno dei quali sarà consegnato a ciascuno degli Stati firmatari.

Per l'Italia: (*L. S.*) MUSSOLINI.

Per l'Austria: (*L. S.*) EGGER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 1405.

REGIO DECRETO 6 maggio 1926, n. **1050**.

Erezione in Ente morale della cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio Antonio Pigafetta, in Vicenza.

N. 1050. R. decreto 6 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio Antonio Pigafetta, in Vicenza, viene eretta in Ente morale, e ne è approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 giugno 1926.

Numero di pubblicazione **1406.**

REGIO DECRETO 6 maggio 1926, n. **1051.**

Erezione in Ente morale della cassa scolastica della Scuola complementare pareggiata di Vittorio Veneto.

N. 1051. R. decreto 6 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica della Scuola complementare pareggiata di Vittorio Veneto viene eretta in Ente morale, e ne è approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *giugno* 1926.

Numero di pubblicazione **1407.**

REGIO DECRETO 6 maggio 1926, n. **1052.**

Erezione in Ente morale della cassa scolastica del Regio istituto magistrale Teresa Ciancagnini Fabbroni, in Grosseto.

N. 1052. R. decreto 6 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica del Regio istituto magistrale Teresa Ciancagnini Fabbroni, in Grosseto, viene eretta in Ente morale, e ne è approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *giugno* 1926.

Numero di pubblicazione **1408.**

REGIO DECRETO 6 maggio 1926, n. **1053.**

Erezione in Ente morale della cassa scolastica della Regia scuola complementare Cesare Correnti, in Milano.

N. 1053. R. decreto 6 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica della Regia scuola complementare Cesare Correnti, in Milano, viene eretta in Ente morale, e ne è approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *giugno* 1926.

Numero di pubblicazione **1409.**

REGIO DECRETO 27 maggio 1926, n. **1072.**

Autorizzazione al Patronato scolastico di Torino ad accettare un legato disposto in suo favore.

N. 1072. R. decreto 27 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, il Patronato scolastico di Torino è autorizzato ad accettare il legato di L. 4000, consistenti in cartelle fondiarie dell'Opera di S. Paolo, disposto dalla signora Ida Melisurgo, nata Vegezzi Ruscalla, alla condizione che in omaggio alla volontà della benefica testatrice i frutti siano annualmente devoluti ad esclusivo e totale beneficio delle scuole elementari Silvio Pellico, Monti, S. Vito e Pilonetto di Torino, in aggiunta ai contributi normali.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *giugno* 1926.

Numero di pubblicazione **1410.**

REGIO DECRETO 6 maggio 1926, n. **1054.**

Erezione in Ente morale della cassa scolastica della Regia scuola complementare Silvestro Gherardi, in Lugo.

N. 1054. R. decreto 6 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica della Regia scuola complementare Silvestro Gherardi, in Lugo, viene eretta in Ente morale, e ne è approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *giugno* 1926.

Numero di pubblicazione **1411.**

REGIO DECRETO 6 maggio 1926, n. **1056.**

Erezione in Ente morale della cassa scolastica della Regia scuola complementare Luca da Penne, in Penne.

N. 1056. R. decreto 6 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica della Regia scuola complementare Luca da Penne, in Penne, viene eretta in Ente morale, e ne è approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *giugno* 1926.

Numero di pubblicazione **1412.**

REGIO DECRETO 24 maggio 1926, n. **1073.**

Aumento del patrimonio della « Fondazione dell'arma dei carabinieri Reali ».

N. 1073. R. decreto 24 maggio 1926, col quale, sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro per la guerra, il capitale della « Fondazione dell'arma dei carabinieri Reali », eretta in Ente morale col decreto Luogotenenziale 12 gennaio 1919, n. 74, è elevato a L. 896,346.16 pari a L. 1,034,700 nominali investite in titoli di consolidato 5 per cento, ed è approvato il nuovo statuto organico della detta Fondazione.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *giugno* 1926.

DECRETI PREFETTIZI:

Proroga di poteri dei Commissari straordinari di Chiampo, di Arienzo e di Carolei.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI VICENZA

Visto il R. decreto 18 aprile 1926, con cui fu sciolto il Consiglio comunale di Chiampo e nominato Commissario straordinario il signor cav. Leopoldo Lioy;
Visto che il giorno 18 luglio 1926 scadono i poteri del predetto Commissario;
Considerato che permanendo le ragioni che determinarono il Reale provvedimento non è stato possibile indire le elezioni entro il 18 luglio;

Ritenuta pertanto la necessità di prorogare i poteri;
Visti gli articoli 323 e 324 della legge comunale e provinciale testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, e l'art. 103 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;

Decreta:

Sono prorogati i poteri affidati con R. decreto 13 dicembre 1923 al Commissario straordinario di Chiampo cav. Leopoldo Lioy.

Vicenza, addì 24 giugno 1926.

Il Prefetto: CAVALIERI.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TERRA DI LAVORO

Veduto il R. decreto 21 marzo 1926, col quale venne sciolto il Consiglio comunale di Arienzo;
Veduta la legge comunale e provinciale testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, modificato col R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;
Ritenuto che il Commissario straordinario non ha potuto ancora portare a termine la sistemazione della finanza comunale e dei pubblici servizi, e che la situazione dei partiti locali non consente d'altra parte che abbiano luogo subito le elezioni per la ricostituzione della normale rappresentanza;

Decreta:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Arienzo è prorogato di tre mesi.

Caserta, addì 22 giugno 1926.

Il Prefetto: GRAZIANI.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Visto il R. decreto in data 4 marzo 1926, col quale venne sciolto il Consiglio comunale di Carolei;
Tenuto presente che il Regio commissario avv. Simili ebbe ad insediarsi il 12 marzo stesso anno;
Veduta la legge comunale e provinciale, testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, modificata dal R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;
Ritenuto che il Commissario straordinario non ha potuto ancora completare la sistemazione della finanza comunale e dei pubblici servizi, e che la situazione dei partiti locali non consente, d'altro lato, di indire subito le elezioni per la ricostituzione della normale rappresentanza;

Decreta:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Carolei è prorogato di altri tre mesi.

Cosenza, addì 10 giugno 1926.

Il Prefetto.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Direzione generale del lavoro, della previdenza e del credito

Bollettino N 143

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 1° luglio 1926

	Media		Media
Parigi	76 77	Belgio	77 22
Londra	135 116	Olanda	11 19
Svizzera	537 95	Pesos oro (argentino)	25 52
Spagna	451 —	Pesos carta (argent.)	11 23
Berlino	6 634	New-York	27 794
Vienna	3 95	Belgrado	49 50
Praga	82 50	Budapest	0 0393
Romania	12 50	Russia (cervonetz)	142 366
Dollaro canadese	27 85	Norvegia	6 10
Albania	538 —	Oro	536 29

Media dei consolidati negoziati a contanti.

Con godimento in corso.

CONSOLIDATI	3.50 % nett (1926) (ex cupon)	68 20
	3.50 % » (1902) id.	62 —
	3.00 % ordo	43 —
	5.00 % netto (ex cupon)	91 40
	3.50 % Obbligazioni delle Venezie	68 55

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione dello statuto del Consorzio per la bonifica dei laghi Maorno e Tardiano, in Montesano sulla Marcellana.

Con decreto 1° luglio 1926, n. 2916/1, il Ministero dei lavori pubblici ha approvato lo statuto del Consorzio per la bonifica dei laghi Maorno e Tardiano in Montesano sulla Marcellana in provincia di Salerno, apportando modificazioni agli articoli 1, 9, 12, 33, 35, 49 e 57 del testo deliberato dall'assemblea ed aggiungendo un nuovo articolo (59) inteso a stabilire il sistema di voto nel periodo precedente all'approvazione dei ruoli di contribuenza.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Dazi doganali.

La media per il pagamento dei dazi di importazione da valere dal 5 all'11 luglio 1926 è stata fissata in L. 533, rappresentanti 100 dazio nominale e 433 aggiunta cambio.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Smarrimento di ricevute.

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 67.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 12 — Data della ricevuta: 4 luglio 1923 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Alessandria — Intestazione della ricevuta: Perego Guido fu Giuseppe per conto dell'Ospedale civile dei Santi Antonio e Biagio in Alessandria — Titoli del Debito pubblico: 12 assegni provvisori — Ammontare della rendita L. 12.42, consolidato 4.50 per cento, con decorrenze: n. 1 dal 1° ottobre 1925, rendita L. 0.30; n. 3

dal 1° luglio 1897, rendita L. 4.54; n. 8 dal 1° luglio 1895, rendita L. 7.58.
Numero ordinale portato dalla ricevuta: 4104 — Data della ricevuta: 7 aprile 1921 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione della ricevuta: Baratta Letteria di Alessandro — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita L. 210, consolidato 3.50 per cento, con decorrena dal 1° luglio 1921.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 5 giugno 1926.

Il direttore generale: CIRILLO.

Smarrimento di certificati di deposito.

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 67-*bis*.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati certificati di deposito relativi a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dal certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 445 — Data del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 6 luglio 1925 — Ufficio che rilasciò il certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Filiale Banca d'Italia in Potenza — Intestazione del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: De Mattia Pasquale fu Pietro. — Titoli del Debito pubblico: al portatore 8, certificato di deposito 1 — Consolidato 3.50 per cento (1906) — Capitale L. 6500.

Numero ordinale portato dal certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 5528 — Data del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 2 luglio 1925 — Ufficio che rilasciò il certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Sezione di R. tesoreria di Roma — Intestazione del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Piergentili Alessandro fu Francesco, dom. in Roma — Titoli del Debito pubblico: al portatore 7, certificato di deposito 1 — Consolidato 3.50 per cento (1906) con decorrenza omessa — Capitale L. 3500.

Numero ordinale portato dal certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 2494 — Data del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 13 ottobre 1925 — Ufficio che rilasciò il certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Sezione di R. tesoreria di Palermo Intestazione del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Fiaschi Vittorio fu Carlo, direttore Banca d'Italia in Palermo, per conto di Caruso Vincenzo fu Gaetano — Titoli del Debito pubblico: al portatore 5, certificato di deposito 1 — Consolidato 3.50 per cento (1906) con decorrenza 1° luglio 1925 — Capitale L. 6600.

Numero ordinale portato dal certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 10011 — Data del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 9 ottobre 1925 — Ufficio che rilasciò il certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Sezione di R. tesoreria di Roma — Intestazione del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Tedeschi Moisè fu Evaristo, dom. in Roma — Titoli del Debito pubblico: al portatore 1, certificato di deposito 1 — Consolidato 3.50 per cento (1906) con decorrenza dal 1° luglio 1925 — Capitale L. 500.

Numero ordinale portato dal certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 1112 — Data del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: 26 ottobre 1925 — Ufficio che rilasciò il certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Filiale Banca d'Italia in Caserta — Intestazione del certificato di deposito della ricevuta provvisoria: Sollitto Antonio fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: al portatore 6, certificato di deposito 1 — Consolidato 3.50 per cento (1906) con decorrenza dal 1° luglio 1924 — Capitale L. 4700.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione del relativo certificato di deposito il quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 5 giugno 1926.

Il direttore generale: CIRILLO.

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'INTERNO

Concorso per esami per l'ammissione di 100 alunni nella carriera d'ordine della pubblica sicurezza.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visti i Regi decreti 11 novembre 1923, n. 2395, e 30 dicembre 1923, n. 2960;
Visto il testo unico delle leggi sugli ufficiali ed agenti di pubblica sicurezza 31 agosto 1907, n. 690;
Visto il regolamento per gli ufficiali ed impiegati di pubblica sicurezza 20 agosto 1909, n. 666;
Visto il R. decreto-legge 5 aprile 1925, n. 441, recante i nuovi ruoli organici dell'Amministrazione della pubblica sicurezza;
Visto il decreto 22 aprile 1926 del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato col quale si autorizza ad indire un pubblico concorso per esami per alunno d'ordine nella carriera della pubblica sicurezza;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto un concorso per esami per l'ammissione di 100 alunni d'ordine nella carriera d'ordine di pubblica sicurezza (Gruppo C).

Art. 2.

Gli aspiranti a detti posti devono dimostrare di essere in possesso oltre che dei requisiti richiesti dall'art. 1 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, della licenza ginnasiale o di scuola tecnica.

Art. 3.

Le prove di esame verteranno sulle seguenti materie:
1° Nozioni sullo Statuto fondamentale del Regno - Prerogative della Corona - Parlamento - Diritti civili e politici dei cittadini.
2° Nozioni sull'ordinamento generale amministrativo del Regno.
3° Nozioni sulla storia d'Italia nel secolo XIX.
4° Nozioni elementari di geografia dell'Italia.
5° Legge sulla pubblica sicurezza e relativo regolamento.
Le prove scritte saranno due e verteranno sulle materie indicate ai numeri 1 e 2 del programma; le prove orali su tutto il programma stesso.
Al complesso dei punti ottenuti da ciascun candidato nella prova orale e sempre che siasi raggiunta la media indicata nel secondo capoverso dell'art. 18 del regolamento 20 agosto 1909, n. 666, per gli ufficiali ed impiegati di pubblica sicurezza saranno aggiunti, ai sensi del quinto capoverso dello stesso articolo, tre punti di merito se il candidato dia prova di saper correttamente adoperare la macchina da scrivere.

Art. 4.

Il termine per la presentazione delle domande d'ammissione, corredate dai prescritti documenti, scadrà col 31 agosto 1926.

Art. 5.

Gli esami scritti avranno luogo in Roma nel mese di ottobre 1926 nei giorni che saranno indicati con successivo decreto.
Il direttore capo del personale di pubblica sicurezza è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 giugno 1926.

Il Ministro: FEDERZONI.

TOMMASI CAMILLO *gerente*

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.